

Royaume-Uni : des difficultés structurelles

Véronique Riches,

Chargée d'études au département des diagnostics de l'OFCE

De 1982 à la mi-1985 le Royaume-Uni a connu l'une des croissances les plus rapides parmi les économies occidentales, ayant bénéficié simultanément de ses liens privilégiés avec les Etats-Unis, de ses ressources énergétiques et d'une production de services en plein essor. Les recettes fiscales tirées du pétrole ont permis d'assouplir la politique budgétaire tout en réduisant le déficit public. La hausse du pouvoir d'achat a stimulé la demande intérieure, tandis que les entreprises reconstituaient leurs profits grâce à d'importants gains de productivité.

Cependant l'activité manufacturière ne s'est que très peu redressée et ses capacités de production se sont encore réduites. L'industrie britannique a particulièrement souffert de sa faible rentabilité due à la surévaluation de la livre, aux rigidités salariales et à un sous-investissement chronique. Sa place dans l'économie est très en retrait de celle de ses homologues européennes. En conséquence l'appareil de production s'est trouvé saturé et la pénétration étrangère s'est fortement accrue, entraînant l'essoufflement de la reprise de la mi-1985 à l'été dernier.

La chute du prix du pétrole a révélé les fragilités structurelles du Royaume-Uni et sapé la confiance dans la livre, déjà ébranlée par l'importance des hausses salariales. En menaçant l'effort de redressement budgétaire, elle conduit à accélérer le rythme des privatisations. En relançant la consommation elle accentue le déficit commercial de biens manufacturés et fait apparaître un déficit des paiements courants. La maîtrise de l'inflation est moins assurée que sur le continent.

A l'inverse une chance paraît s'offrir à l'industrie. La dépréciation de la monnaie a rendu compétitifs les coûts salariaux alors que la gestion de la main-d'œuvre s'est nettement améliorée. La rentabilité industrielle se compare plus favorablement que par le passé à celle des autres secteurs et la demande, interne et externe, semble devoir rester soutenue. Saisir cette chance implique toutefois un effort d'investissement prolongé.

La conjoncture britannique en 1986

Les premiers signes de ralentissement de l'activité, apparus dès la deuxième moitié de 1985, se sont prolongés en 1986. La croissance du produit intérieur brut moyen sera en définitive proche de 2 % contre 3,3 % l'année précédente et marquera ainsi la fin d'un cycle de croissance entamé quatre ans plus tôt. La faible dynamique de l'investissement, l'accentuation des déséquilibres du commerce extérieur et enfin le tassement de la demande publique sont les trois explications essentielles de ce ralentissement.

Cependant au Royaume-Uni, comme dans la plupart des pays européens, l'actualité économique s'est polarisée autour des bouleversements intervenus sur le marché pétrolier. Tandis que la fermeté de M^{me} Thatcher, face aux pressions saoudiennes, permettait de maintenir les niveaux de la production de la mer du Nord, l'impact de la chute du prix du pétrole s'est manifesté dans plusieurs domaines, mettant ainsi en évidence la vulnérabilité de l'économie britannique aux fluctuations du prix du baril, mais aussi des effets positifs sur la croissance. Cet élément sera par conséquent présent dans l'ensemble de l'analyse conjoncturelle développée ici.

Le ralentissement de l'inflation s'est poursuivi...

La décélération des rythmes inflationnistes enregistrée pendant la deuxième moitié de l'année 1985 s'est poursuivie en 1986. Les prix de détail n'ont crû que de 3,5 % au cours des douze derniers mois (novembre-novembre), au lieu de 7 % en moyenne de la mi-1984 à la mi-1985.

Toutefois ce ralentissement n'a été effectif qu'à partir du mois de mai, après que des tensions passagères aient provoqué un léger regain inflationniste au tout début de 1986. La dépréciation de la livre a renchéri les biens et services importés de près de 3 % au premier trimestre, en rupture avec la baisse des trois trimestres précédents. Les nouvelles dispositions fiscales prises lors de la présentation du budget en mars ont accru les impôts indirects sur un certain nombre de produits, notamment le tabac, dont la hausse des prix a été effective en avril. Les loyers et les charges ont été relevés au même moment. En conséquence les effets de la baisse du prix du pétrole sur l'évolution des prix de détail ont été retardés, seuls les prix de l'essence ayant enregistré une baisse significative dès les trois premiers mois de l'année.

Au cours des mois suivants et pendant l'été les effets-prix positifs du contre-choc pétrolier se sont révélés dans l'ensemble des secteurs, à l'exception des services, et ont permis une baisse des prix de détail en juin et juillet de 0,1 et 0,3 %. Le rétablissement du prix du pétrole à 14,5 dollars dans les derniers mois de l'année et l'accentuation de la dépréciation de la livre depuis septembre ont toutefois provoqué une

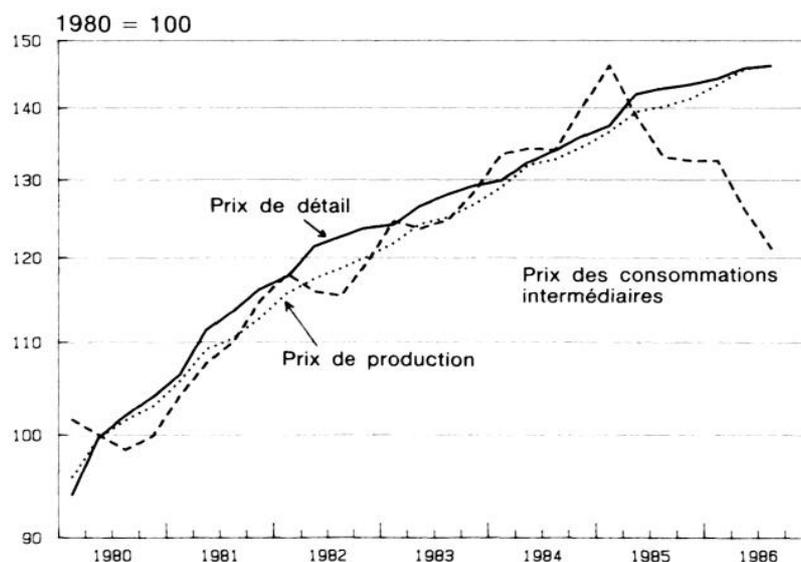
nouvelle remontée des prix à la consommation. Au quatrième trimestre la hausse sera proche de 1 % par rapport au troisième.

Les prix industriels à la production ont augmenté moins rapidement que l'année précédente, mais plus que les prix à la consommation. Mesurée en glissement de novembre 1985 à novembre 1986 leur hausse a été de 4,1 %, alors que celle des prix de détail était de 3,5 %. Ce mouvement va à contresens de l'évolution observée dans les principaux pays européens. En France et en RFA les baisses sont régulières depuis le troisième trimestre 1985. Cela a entravé, pendant la première moitié de l'année tout au moins, le redressement de la compétitivité britannique à l'égard des partenaires européens, que la dépréciation de la livre faisait entrevoir.

L'augmentation des salaires paraît largement en cause. La poursuite d'une croissance des salaires nominaux à un rythme égal à celui de l'an passé (8 % l'an en moyenne) conduit à s'interroger sur le degré de flexibilité des salaires à l'évolution des prix et du chômage. Ces hausses excessives, obtenues en dépit de la désinflation, constitueraient un handicap certain pour l'industrie si elles devaient se prolonger. La croissance du pouvoir d'achat du salaire individuel est supérieure à 4 %, ce qui n'avait pas été observé depuis 1980, et reste sans commune mesure avec celle observée dans les autres pays.

Même compte tenu du poids des salaires l'augmentation des prix de production apparaît excessive étant donné l'évolution des prix des consommations intermédiaires (énergie et matériaux utilisés dans l'industrie), qui ont baissé de 10 % en douze mois (de juillet à juillet) et n'ont que légèrement remonté, du fait du pétrole, pendant les derniers mois de l'année.

Le problème de l'inflation salariale, déjà ancien au Royaume-Uni, avait conduit à l'adoption de lois visant à réduire l'influence syndicale dans les négociations salariales en 1981-1982 et 1984. Que l'effet de ces mesures ait été limité invite à analyser plus en détail les déséquilibres existant entre offre et demande de travail.



1. L'inflation au Royaume-Uni

Source : Monthly Digest of Statistics, CSO.

La montée du chômage, rapide pendant la première moitié de l'année, s'est ralentie ensuite

L'emploi, qui s'était régulièrement accru en 1984 et 1985, a stagné pendant la première moitié de 1986, du fait d'une réduction des effectifs masculins supérieure à l'embauche supplémentaire de femmes. En six mois le nombre d'hommes employés a diminué de 64 000, soit une perte de 0,8 % en rythme annuel, tandis que le nombre de femmes progressait moins qu'auparavant, au rythme de 1,2 % au lieu de 2 % au cours du deuxième semestre 1985, soit une embauche de 51 000 personnes.

La progression du nombre de travailleurs indépendants, rapide les années précédentes, s'est poursuivie cette année et le nombre de salariés du secteur public est resté à peu près stable. Mais les pertes d'emplois se sont encore multipliées dans l'industrie, atteignant 130 000, dont près de 100 000 dans le secteur manufacturier. Les

1. Les mesures pour l'emploi au Royaume-Uni

La majeure partie des mesures adoptées au Royaume-Uni en faveur de l'emploi concernent les jeunes chômeurs.

- Un programme de formation (*Youth Training Scheme*) a été introduit en 1983 et bénéficie à l'heure actuelle à 400 000 stagiaires. Il permet notamment aux jeunes de 16 et 17 ans ayant quitté le système éducatif d'obtenir une ou deux années de qualification (expérience professionnelle et formation). En janvier 1986 plus de la moitié des jeunes de 16 ans ayant quitté le cycle scolaire ont participé au YTS. Des possibilités de formation sont proposées au niveau local, particulièrement dans les domaines des nouvelles technologies, aux chômeurs de plus de 18 ans.

- Un programme jeunes travailleurs (*Young Workers' Scheme*), mis en place en 1982, permet aux entreprises (principalement les PME) d'obtenir une subvention dans le cas d'embauche de jeunes de moins de 21 ans dont la rémunération n'excède pas un niveau donné.

- Des travaux d'intérêt collectif subventionnés assurent jusqu'à douze mois de travail à des jeunes de 17 à 24 ans et à des chômeurs de longue durée. Ils occupaient en septembre 1986 243 000 personnes.

Par ailleurs des incitations à la cessation complète (départ en retraite anticipé) ou partielle d'activité ont été adoptées ; elles concernent les hommes âgés de plus de 62 ans et les femmes de plus de 59 ans. Les indemnités ne sont versées à l'employeur comme à l'employé qu'en contrepartie de l'embauche d'un chômeur (*Job Release Scheme*). Le partage du travail par la scission d'un emploi à temps plein en deux emplois à temps partiel est financièrement encouragé depuis janvier 1983 (*Job Splitting Scheme*).

La fonction de conseil auprès des chômeurs s'est récemment développée avec la mise en place du « Restart Program ».

effectifs dans les services se sont accrus de 94 000 personnes, moins vite qu'au cours du premier semestre 1985 où leur hausse avait atteint 121 000.

Par suite d'un accroissement toujours soutenu de la population active, à un rythme encore proche de 1 % l'an, le taux de chômage ⁽¹⁾ s'est élevé sensiblement pendant les neuf premiers mois de l'année, atteignant 11,7 % en août contre 11,3 % en moyenne en 1985. Il est de 13,4 % pour les hommes et de 9,1 % pour les femmes.

Une légère amélioration est apparue aux mois de septembre et octobre, grâce aux divers programmes gouvernementaux pour l'emploi (encadré 1). Mais le nombre de chômeurs demeure largement supérieur à trois millions (3,3 millions dans l'ensemble et 3,2 millions à l'exclusion des jeunes sortant du cycle scolaire).

La hausse du pouvoir d'achat a accru les dépenses de consommation et relancé le logement

La croissance du revenu réel disponible des ménages, déjà rapide les deux années passées, a été plus forte en 1986, en moyenne de 3,9 % contre 2,8 % en 1985. Elle provient de hausses des salaires, du ralentissement de l'inflation et d'une légère diminution de la fiscalité sur les revenus des ménages décidée en mars dernier.

Cette augmentation du revenu réel des ménages a provoqué une progression importante des achats de biens durables et de certains biens de consommation courante. Les achats d'automobiles ont atteint un nouveau record au premier semestre ; les constructeurs s'attendent à une progression des immatriculations sur l'ensemble de l'année qui prolongera, pour la cinquième année consécutive, la tenue exceptionnelle du marché de l'automobile britannique. Les dépenses consacrées à l'habillement ont augmenté de 5 % au premier semestre, tandis que les autres dépenses courantes ont été moins sensibles au surplus de pouvoir d'achat.

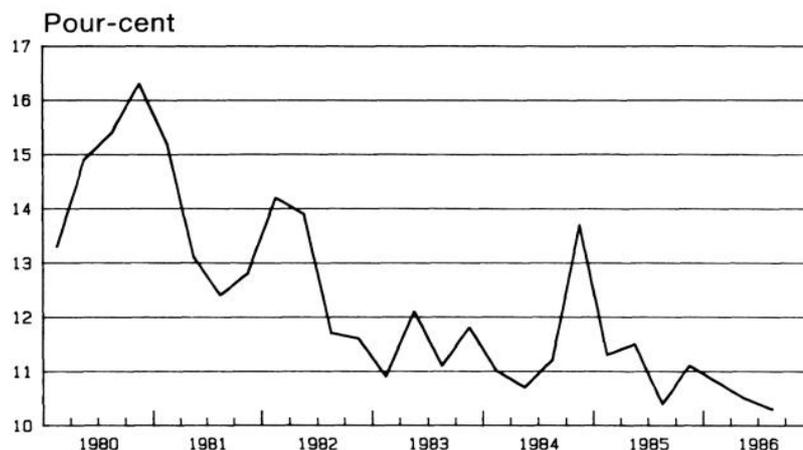
Réagissant à plusieurs années de progression des revenus, l'investissement en logements privés a augmenté de 7 % au deuxième trimestre. Depuis le mois de mars les mises en chantier se sont maintenues à haut niveau, soit 15 000 par mois en moyenne, faisant ainsi apparaître au cours de l'été des goulots d'étranglement dans le secteur du bâtiment.

Cette poussée de la consommation a été telle qu'elle s'est accompagnée d'une augmentation régulière du crédit à la consommation et que le taux d'épargne a encore baissé.

Les informations disponibles sur les ventes au détail en fin d'année laissent envisager une poursuite de la consommation, qui aurait en définitive augmenté de près de 4,5 % sur l'année.

(1) Mesuré en pourcentage de la population active à l'exclusion des jeunes sortant du cycle scolaire.

2. Taux d'épargne des ménages



Source : Monthly Digest of Statistics, CSO.

Le contre-choc pétrolier a modifié les options budgétaires prises en automne 1985

L'annonce du budget 1986-1987 en mars dernier a été la première manifestation des effets du contre-choc pétrolier, le gouvernement renonçant à un certain nombre de promesses formulées cinq mois auparavant lors de la présentation pré-budgétaire d'automne. Entre temps la chute du prix du pétrole, qui impliquait une diminution de plus de 5 milliards des recettes pétrolières de l'Etat, avait conduit le gouvernement à réviser ses prévisions pour l'exercice fiscal 1986-1987, sans toutefois que se trouve modifié le montant du besoin d'emprunt du secteur public (7 milliards).

En conséquence les allègements fiscaux, initialement fixés à plus de trois milliards, ont été réduits à un milliard, ce qui correspond à une baisse du taux d'imposition sur le revenu des personnes physiques de un point (30 à 29 %).

Le programme de ventes d'actifs du secteur public a été augmenté, et par conséquent la privatisation accélérée. Comptabilisées comme des dépenses négatives (dans la présentation budgétaire officielle), ces ventes ont diminué d'autant le montant des dépenses publiques. En outre l'impôt sur les bénéfices des entreprises a procuré des recettes supérieures à ce qui était prévu, du fait d'un gonflement important des bénéfices.

En maintenant inchangé le besoin d'emprunt du secteur public (PSBR) l'Etat s'est ainsi donné les moyens de poursuivre son objectif budgétaire à moyen terme malgré la diminution des recettes pétrolières. Cet objectif s'inscrit dans le cadre plus vaste de la « stratégie financière à moyen terme »⁽²⁾ dont les deux éléments essentiels sont une politique de « libéralisation des marchés », par le biais de la privatisation des grandes entreprises nationales, et une politique monétaire restrictive visant à la réduction de la croissance du PIB nominal. Cette stratégie devait normalement fixer pour cinq années des objectifs de croissance monétaire (en instituant des contraintes sur les variations des agrégats

(2) Cf. « Royaume-Uni : Croissance lente et poursuite de l'assainissement », Vincent Radisson, Revue de l'OFCE n° 6, janvier 1984.

M0 — mesure étroite — et M3 — mesure large — de la masse monétaire) et du besoin d'emprunt du secteur public.

L'investissement a peu progressé

L'année 1986 a été marquée par des phases successives d'optimisme et d'incertitudes qui ont donné un profil cahotique à l'investissement industriel. En même temps que la baisse du prix de l'énergie tendait à favoriser une reprise des dépenses d'équipement, les fluctuations de la livre, susceptibles de provoquer un relèvement des taux d'intérêt, ont souvent modéré les réalisations effectives. Par ailleurs l'arrivée à terme au mois d'avril des avantages fiscaux consentis depuis 1984 a incité les industriels à concentrer un certain nombre de leurs projets sur les premiers mois de l'année.

L'investissement a vivement repris au premier trimestre, de 4,5 % en volume. Ce rebond marquait une rupture avec la tendance morose de l'année précédente. Les dépenses se sont portées sur des constructions nouvelles (hors logement) (+ 6 %) et sur l'acquisition de machines (+ 5 %), mais cet effort a été cantonné aux transports — communications et aux services, le secteur manufacturier n'y ayant pas participé. A l'exception de la construction électrique, les dépenses d'investissement engagées par les branches manufacturières ont généralement baissé. Au deuxième trimestre ce comportement attentiste s'est propagé à l'ensemble des activités. Les enquêtes réalisées auprès des chefs d'entreprises ont fait alors apparaître une nette dégradation du climat de confiance, due essentiellement à l'évolution défavorable des carnets de commandes, tant nationales qu'étrangères. A partir du mois de juillet une forte progression du chiffre d'affaires du commerce de détail et un gonflement des carnets de commande ont rétabli la confiance. A l'automne, la forte dépréciation de la livre aidant, les industriels se sont montrés beaucoup plus optimistes et à la fin de 1986 ils sont plus nombreux à envisager d'augmenter leurs équipements.

Les investissements du secteur pétrolier se sont contractés de 16 % au deuxième trimestre du fait d'un arrêt quasiment systématique de la prospection. En milieu d'année les compagnies annonçaient en moyenne une réduction de 30 à 40 % de leurs projets d'investissement pour 1986, ce qui devrait se solder par une chute de près de moitié de l'exploration britannique en mer du Nord au second semestre. La majeure partie des compagnies ont en effet alors opté pour la poursuite des exploitations en cours, encore rentables compte tenu du prix du baril, mais pour l'arrêt de la mise en exploitation de gisements à partir de nouvelles plateformes tant que le prix demeurerait en dessous de 18 dollars le baril.

Au total les dépenses d'équipement productif n'ont augmenté sur l'ensemble de l'année que d'à peine plus de 1 % en volume, soit le taux le plus faible depuis le début de la reprise.

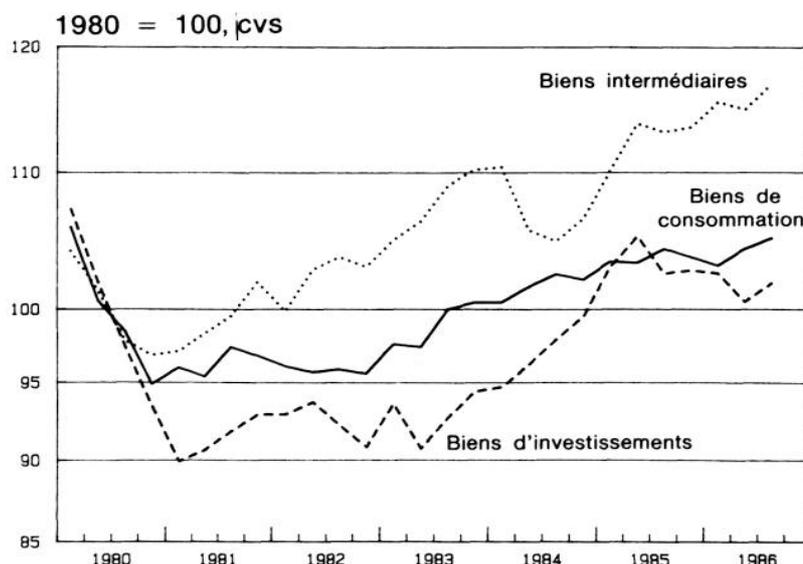
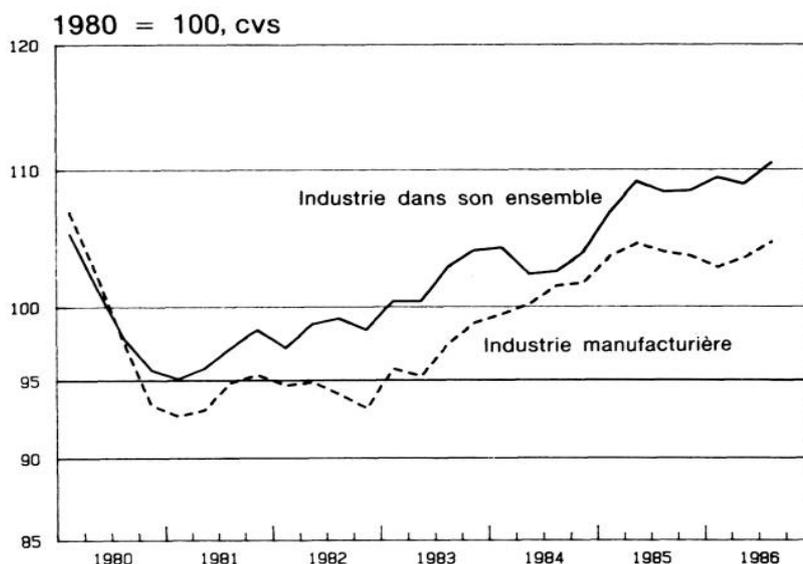
La production nationale a été peu dynamique

Le regain de production escompté pendant plusieurs mois ne s'est pas manifesté avant le troisième trimestre. Auparavant la production

énergétique s'était détériorée, notamment durant l'été, non pas à cause de celle du pétrole, qui a même légèrement progressé, mais de celle d'électricité et de charbon. L'extraction de pétrole et de gaz est restée en moyenne supérieure à celle de 1985, à l'exception du mois de juin au cours duquel ont été réalisés des travaux de maintenance sur les plateformes.

Pendant les six premiers mois de l'année la production manufacturière n'a quasiment pas augmenté, ce qui constitue la principale cause de la faiblesse de la production. Celle des biens de consommation n'a progressé que de 2 %, mais celle d'automobiles s'est accrue de 15 %. Les branches de l'alimentation, les boissons et l'habillement sont stables. La production des biens d'équipement s'est contractée pendant les deux premiers trimestres, à cause d'une chute de plus de 3 % de la production d'équipement électrique. Celle des biens intermédiaires s'est maintenue un peu au dessus du niveau de l'année dernière.

3. La production industrielle



Source : Monthly Digest of Statistics, CSO.

Le commerce extérieur a été doublement affecté par la montée des importations et la faiblesse des exportations

La médiocrité des résultats du commerce extérieur enregistrés cette année résulte d'une augmentation des importations de marchandises tout autant que de la faiblesse des exportations.

Sur les douze derniers mois (septembre à septembre) les importations de tous produits en volume se sont accrues de 13 %. Les achats à l'étranger de biens manufacturés ont augmenté de 12 %, ceux de produits non manufacturés de 16 %. Les augmentations ont principalement concerné des biens finis destinés aux ménages, secondairement des produits intermédiaires et des biens d'investissement. Aucun secteur ne semble être resté à l'écart de cette poussée des importations, notamment aux deuxième et troisième trimestres.

Le volume des exportations a progressé faiblement et n'a pas permis de compenser les pertes occasionnées par le marché pétrolier. Le prix des exportations de pétrole brut a chuté de 58 % de décembre 1985 à septembre 1986, le prix moyen d'une tonne de pétrole exporté s'abaissant de 146 livres à 61 livres ⁽³⁾. En conséquence les recettes pétrolières ont diminué de plus de moitié, malgré une légère augmentation des quantités exportées. Hors pétrole le volume des exportations, après une contraction au premier trimestre, n'a que peu progressé pendant les deux suivants. Malgré la dépréciation quasiment continue de la livre (encadré 2) les termes de l'échange se sont améliorés tout au long de l'année, mais la baisse plus rapide du prix des importations relativement à celui des exportations n'a cependant pas permis de compenser l'effet volume. Le déficit commercial des neuf premiers mois de l'année, hors pétrole, comparé à celui de la même période de l'année dernière, s'est accru de plus d'un milliard.

Cette dégradation du commerce de marchandises a provoqué un renversement de la balance des paiements courants au troisième trimestre, avec un déficit supérieur à un milliard malgré un excédent croissant des invisibles, ce que l'on n'avait point vu depuis 1980.

L'excédent des invisibles, de plus en plus important ces dernières années, avait jusqu'alors permis de combler l'intégralité du déficit commercial apparu depuis 1983. Le gonflement de l'excédent des services observé en 1985 s'est poursuivi sur la première moitié de l'année, de même que l'excédent des intérêts, profits et dividendes. Les services financiers, qui constituent en moyenne 50 % des exportations de services contre à peine plus de 20 % des importations, y ont largement contribué. Mais cela n'a pas suffi à équilibrer la balance des paiements.

L'analyse conjoncturelle de l'économie du Royaume-Uni témoigne de la fragilité des résultats atteints ces dernières années. Ce constat suscite des interrogations quant à la capacité d'adaptation de l'économie britannique à rééquilibrer son commerce extérieur au moment où le cycle de croissance entamé en 1982 touche à sa fin. Il apparaît donc nécessaire de s'attacher aux aspects structurels pouvant expliquer les résultats actuels.

(3) Converti en dollars et en baril, le prix moyen était respectivement de 28,9 dollars le baril, puis de 12,2 dollars.

1. Décomposition du solde courant

	1983		1984		1985		1986		
	S1	S2	S1	S2	S1	S2	T1	T2	T3
Solde commercial	- 397	- 440	- 1 308	- 3 076	- 1 379	- 732	- 1 459	- 1 613	- 2 951
Solde des invisibles	1 911	2 058	2 191	3 405	2 923	2 790	2 056	1 958	1 800
dont :									
— services	1 939	1 713	1 842	1 902	2 823	2 989	1 233	1 408	—
— intérêts, profits et dividendes	865	1 556	1 658	2 499	1 868	1 532	1 038	1 147	—
— transports	- 893	- 1 211	- 1 308	- 996	- 1 768	- 1 731	- 215	- 597	—
Solde courant	1 514	1 618	883	331	1 544	2 059	597	345	- 1 151

Source : Monthly Review of External Trade.

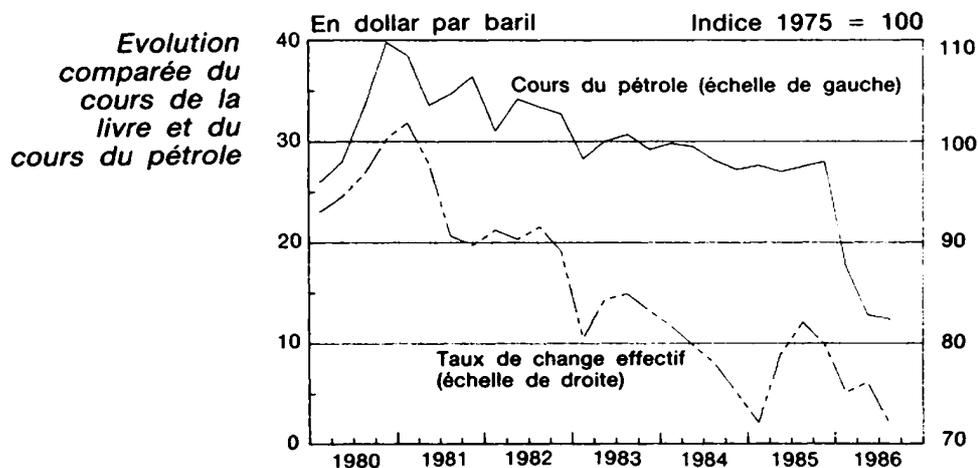
2. L'évolution récente de la livre

Depuis l'été 1985 les pressions à la baisse de la livre ont été ininterrompues.

Ce mouvement s'est amorcé, dans un premier temps, vis-à-vis des monnaies européennes, à la suite de rumeurs concernant une éventuelle entrée de la monnaie britannique dans le SME. Par la suite les résultats économiques décevants des derniers mois de 1985 ont amplifié cette dépréciation.

A partir du mois de décembre 1985 la chute du prix du pétrole a provoqué des replis successifs de la livre, particulièrement nets en janvier et février 1986.

Depuis cet été, en dépit d'un léger raffermissement du prix du pétrole, la dépréciation du taux de change effectif s'est accélérée, et semble directement liée aux résultats médiocres du commerce extérieur et à l'apparition d'un déficit des paiements courants aux mois d'août et septembre. Le relèvement du taux de base bancaire le 14 octobre n'a pas permis d'inverser cette tendance. En novembre 1986 la livre affichait par rapport aux cours moyens de juillet une perte de 10 % vis-à-vis du franc, de 11 % vis-à-vis du DM et de 6 % vis-à-vis du dollar.



Un récent passé révélateur

Après deux années de profonde récession la reprise économique s'est amorcée au Royaume-Uni dès la seconde moitié de 1982. Supérieure à 3 % l'an en moyenne de 1983 à 1985, la croissance britannique a été précoce et plus forte que dans la plupart des pays européens handicapés par le second choc pétrolier et par la hausse du dollar : en RFA, en Italie et en France les taux de croissance moyens n'ont été que de 2,4, 1,7 et 1,3 %. Au cours de cette période l'industrie pétrolière a atteint son apogée, le bâtiment s'est redressé, les commerces et les transports ont retrouvé une croissance rapide. Mais surtout les services ont vivement progressé (de près de 6 % l'an, contre moins de 3 % en France et en RFA) contribuant largement à la croissance du produit national (tableau 2). En particulier les services aux entreprises, les services financiers et le leasing se sont développés d'environ 9 % l'an.

2. Valeur ajoutée par branche aux prix du marché

Taux annuel d'accroissement en volume

	RFA			France			Italie			Royaume-Uni		
	78/75	82/78	85/82	78/75	82/78	85/82	78/75	82/78	85/82	78/75	82/78	85/82
Agriculture	+ 2,2	+ 3,4	- 2,1	+ 0,9	+ 4,0	+ 0,9	- 0,4	+ 1,8	+ 0,9	+ 3,8	+ 4,9	+ 1,7
Energie	+ 3,9	- 2,0	+ 2,5	+ 6,9	+ 0,1	+ 6,1	+ 4,7	- 0,6	+ 0,2	+ 16,0	+ 6,7	+ 3,0
Manufacturier	+ 3,4	+ 0,3	+ 3,3	+ 4,3	+ 0,6	+ 0,6	+ 5,4	+ 2,3	+ 0,8	+ 1,5	- 3,7	+ 3,3
Construction	+ 2,7	- 1,6	- 1,3	- 2,8	- 0,9	- 2,7	0	+ 1,4	- 1,2	+ 1,6	- 3,4	+ 2,9
Commerces, réparation, restauration, transports terrestres	+ 4,6	0	+ 2,2	+ 3,4	+ 1,7	+ 0,4	+ 3,7	+ 3,0	+ 1,9	+ 1,7	- 1,3	+ 3,8
Autres services marchands ..	+ 5,7	+ 4,0	+ 2,9	+ 5,8	+ 3,5	+ 2,7	+ 3,5	+ 2,6	+ 3,8	+ 3,4	+ 3,0	+ 5,8
Services non marchands	+ 1,8	+ 2,3	+ 1,4	+ 3,6	+ 1,1	+ 1,1	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,0	+ 0,9	+ 0,4	+ 0,5
PIB	+ 3,7	+ 1,2	+ 2,2	+ 4,0	+ 1,6	+ 1,1	+ 3,5	+ 2,1	+ 1,5	+ 2,7	+ 0,1	+ 3,3

Sources : Eurostat (1975 à 1983). Instituts nationaux et estimations OFCE (1984-1985).

Le secteur manufacturier en retrait

L'augmentation de l'activité globale a cependant été largement affectée par l'atonie de pans entiers du secteur manufacturier. Déjà peu dynamique durant le précédent cycle de croissance (1976 à 1979) ce secteur, qui avait été particulièrement touché par la récession, n'a pas connu un rythme de croissance supérieur à celui des autres secteurs économiques, fait inhabituel pour une phase de reprise. Dès le second semestre 1985 les premiers signes d'essoufflement apparaissaient, bien que la production du secteur manufacturier encore de 5 % en deçà de son niveau de 1979 n'ait pas progressé par rapport à 1970. Or, en dépit de ce résultat médiocre, les capacités productives se trouvent saturées en de nombreuses branches d'activité.

La confrontation à dix ans d'intervalle des structures européennes de production fait apparaître la singularité de l'économie britannique. Les divergences d'avec le reste de la CEE sont d'autant plus frappantes quand on élimine les écarts de prix à la production existant entre pays (tableau 3). Ainsi l'énergie et les services, déjà prédominants, ont renforcé leurs positions, tandis que le secteur manufacturier a de loin la part la plus faible des pays européens.

3. Valeur ajoutée au coût des facteurs (aux prix européens de 1975)

	RFA		France		Italie		Royaume-Uni	
	1975	1985	1975	1985	1975	1985	1975	1985
Agriculture	2,9	2,7	5,5	5,5	7,7	6,7	2,0	2,4
Energie	3,3	2,9	2,6	3,1	2,4	2,2	4,4	7,9
Manufacturier	35,4	34,3	27,8	26,6	23,2	24,3	20,8	16,8
Construction	6,4	4,9	9,2	6,1	9,0	7,3	5,8	4,7
Services marchands	38,3	42,4	41,1	45,3	41,3	44,5	46,0	50,0
Services non marchands	13,6	12,9	13,8	13,4	16,5	14,9	21,1	18,3
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Sources : Eurostat, Comptes nationaux ; estimations OFCE.

Parmi les causes de cette désaffection accentuée pour l'industrie manufacturière, l'insuffisance de ses taux de rendement figure certainement en bonne place. A la fois cause et conséquence de la faiblesse de l'investissement, elle s'est trouvée exacerbée dans la première moitié des années quatre-vingt par deux événements : la hausse du prix du pétrole et le resserrement de la politique monétaire américaine.

Les découvertes pétrolières ont tout d'abord drainé l'épargne britannique en raison des profits élevés attendus de l'exploration. La montée de la livre qui a résulté de cette nouvelle production a considérablement amputé la compétitivité de l'industrie britannique, déjà mise à mal par l'inflation interne. La montée des taux d'intérêt américains s'est rapidement étendue à la place de Londres, en prise directe avec les marchés internationaux de capitaux. L'industrie s'est trouvée dans l'incapacité d'offrir des rendements comparables, en dépit d'efforts de productivité et d'une certaine modération salariale.

... Les gains de productivité réalisés depuis 1981 ont été élevés...

Depuis 1981 l'accroissement de la productivité britannique a pu sembler particulièrement rapide, notamment dans le secteur industriel, où le niveau de la production par travailleur a augmenté de 5,7 % par an en moyenne, tandis que pour l'ensemble de l'économie cette progression était de 2,7 %. Ces gains de productivité ont profité à l'industrie manufacturière pour une large part. Durant cette période la productivité a progressé au Royaume-Uni au même rythme qu'en France,

tandis que les gains enregistrés par la RFA et les Etats-Unis tendaient à se réduire.

Ce regain ne permet cependant pas de conclure à une situation réellement satisfaisante. Tout d'abord les progrès réalisés ces dernières années sont, comme le montre le tableau suivant, relativisés par la moindre croissance enregistrée précédemment.

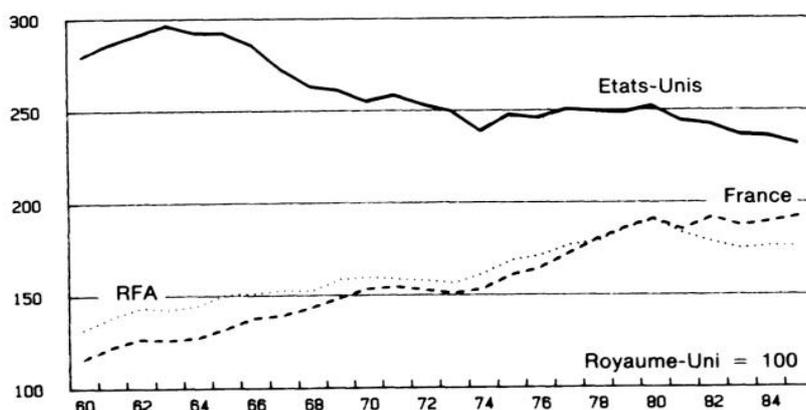
4. Taux de croissance annuel moyen de la productivité horaire dans l'industrie manufacturière

En pourcentage

	USA	France	RFA	Royaume-Uni
1976 à 1979	2,1	5,8	4,6	2,0
1980 à 1985	2,7	4,6	2,9	4,5

Source : Bureau of Labor Statistics.

Mesurée en niveau la productivité britannique conserve, vis-à-vis de ses principaux partenaires, un retard significatif, dont l'origine remonte avant les années soixante-dix. En 1950 la productivité était supérieure au Royaume-Uni à celles observées en France et en RFA de 15 à 20 % environ, mais dès 1955 une tendance inverse est apparue. Le retard, léger durant la deuxième moitié des années cinquante, s'est très rapidement creusé durant les années soixante, période au cours de laquelle les productivités française et allemande progressaient de 80 % et 70 %, tandis que la productivité britannique n'augmentait que de 40 %. Déjà à cette époque la surévaluation de la livre dissuadait les détenteurs de capitaux d'investir dans le secteur manufacturier, alors moteur de l'activité économique. La politique du « *stop and go* », qui s'efforçait sans succès de sortir du dilemme permanent entre inflation et déficit extérieur d'un côté et chômage de l'autre, a durablement ralenti la croissance, qui, sur l'ensemble de la période 1955 à 1970, a été, en moyenne, moitié moindre que dans les autres pays développés.



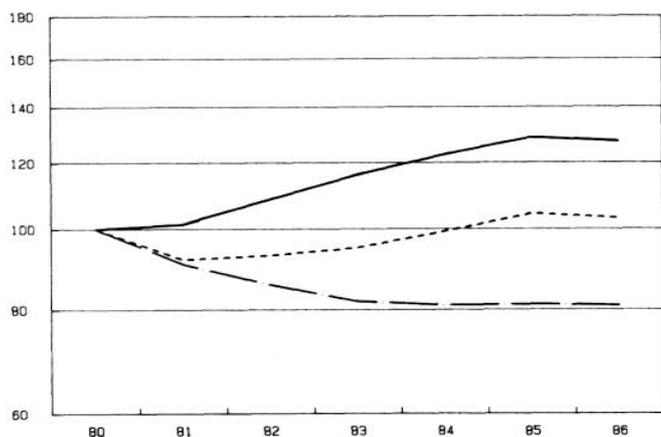
4. Comparaison des niveaux de productivité horaire dans l'industrie manufacturière

Source : d'après Bureau of Labor Statistics.

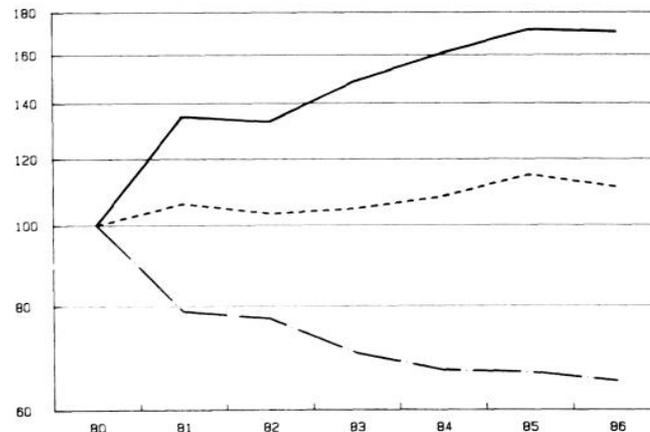
5. Evolution de l'emploi, de la production et de la productivité dans l'industrie manufacturière

Indices 1980 = 100

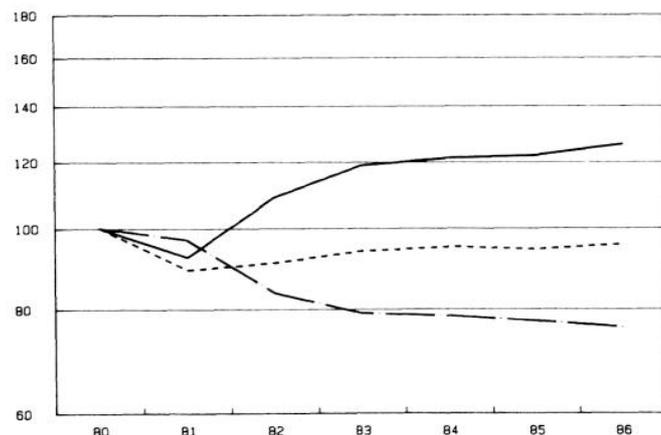
Total manufacturier



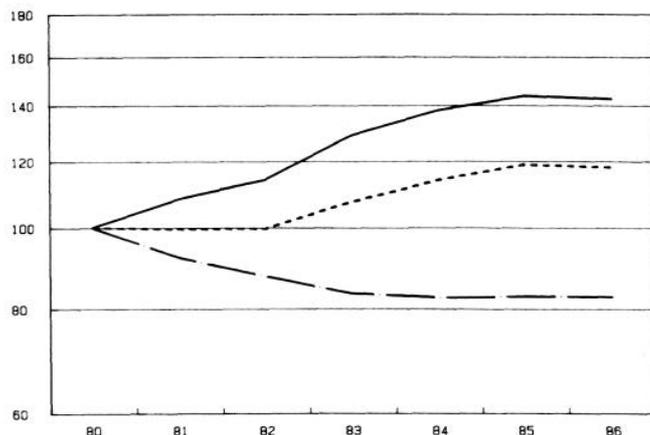
Métaux



Autres minéraux et matériaux



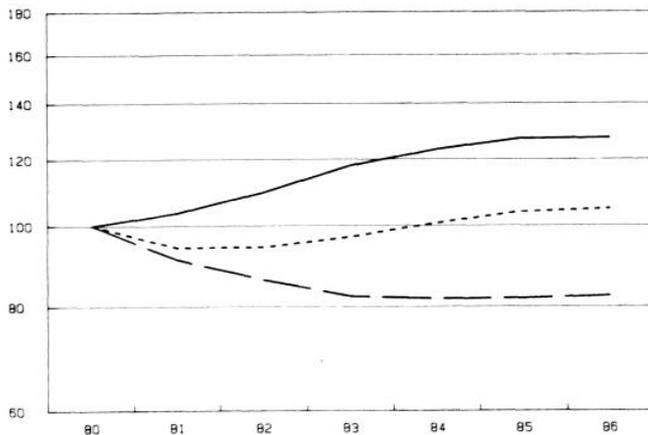
Chimie et fibres



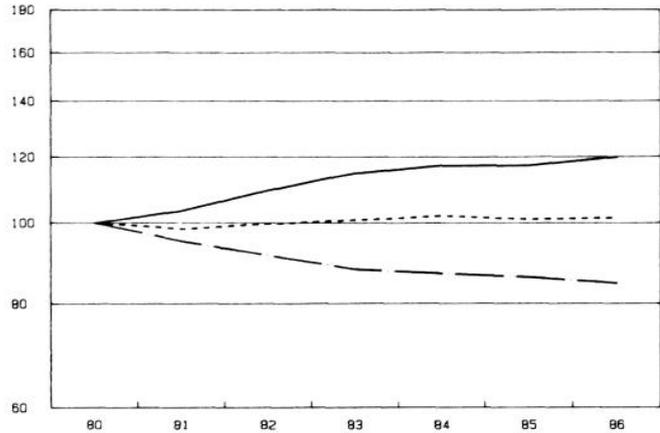
... mais n'ont pas profité à la production

Les gains de productivité réalisés dans le secteur manufacturier n'ont que peu profité à la production et se sont soldés par des baisses importantes des effectifs employés. L'emploi dans le secteur manufacturier a diminué en moyenne de 4 % par an depuis 1980, ce qui, ajouté à sa baisse durant la décennie précédente, conduit à une perte totale de 30 % des effectifs depuis 1970. Le cas extrême est celui de la métallurgie, avec une chute de 35 % de l'emploi en cinq ans (graphiques 5). Les pertes les plus importantes d'emplois ont été réalisées entre 1980 et 1983, période de ralentissement des rythmes de production généralisé à toutes les branches. Pendant les deux années suivantes l'emploi s'est stabilisé, en même temps qu'avaient lieu une légère reprise de la production, mais aussi de moindres gains de productivité. Du premier semestre 1986 date la fin d'un cycle de croissance de la productivité, notamment dans les branches les plus perfor-

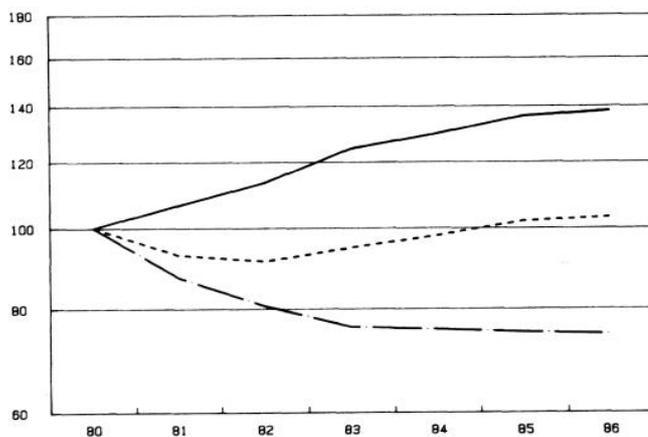
Machines



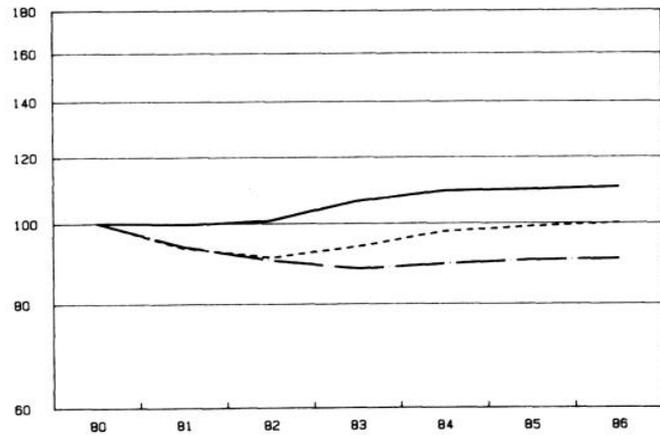
Alimentation, boissons, tabacs



Textiles, habillement, cuir



Autres manufacturés



Sources : Monthly Digest, CSO et estimations OFCE.

— Productivité
 - - - - - Production
 - · - · - · Emploi

mantes de la production, c'est-à-dire pour la chimie (y compris fibres artificielles) et les machines. Ces deux secteurs, qui avaient maintenu des rythmes de croissance élevés en 1985, apparaissent dès lors plus touchés que l'ensemble manufacturier.

La reprise de l'investissement privé n'a pas été suffisante...

La faiblesse relative de la croissance dans l'industrie manufacturière amène à s'interroger sur les efforts réalisés en matière d'investissement. En 1982 le retournement de la conjoncture s'est accompagné d'une reprise relativement lente de l'investissement national sur les deux années 1982-1983, tandis qu'un réel effort a été réalisé en 1984 (+ 9 % en prix constants). Dans le secteur manufacturier la chute observée pendant les deux années de récession 1980-1981 avait été exceptionnellement marquée et la reprise d'autant retardée. En revanche en 1984 les dépenses d'équipement ont progressé de 20 %, ce qui est nette-

ment plus que dans l'ensemble de l'économie. La restauration des marges bénéficiaires, très nette en 1983 (la croissance des profits nominaux a été de 21 % cette année là) explique en partie le mouvement important de l'investissement privé l'année suivante.

Par ailleurs l'annonce en mars 1984 d'un nouveau régime fiscal des entreprises a accéléré la réalisation d'un certain nombre de projets, la nouvelle réglementation prévoyant, entre autres, la suppression des abattements fiscaux consentis la première année pour les investissements en machines et outillages. Mais cet effort a été de courte durée ; il ne s'est pas prolongé en 1985, le volume d'investissement étant resté pratiquement inchangé. Le décalage observé entre la reprise de l'investissement et le redémarrage de l'activité a permis aux entreprises d'assainir leur situation financière par une politique de déstockage accéléré, ainsi que par des réductions de capacité productive en équipement et en personnel.

5. Compte financier des entreprises industrielles et commerciales

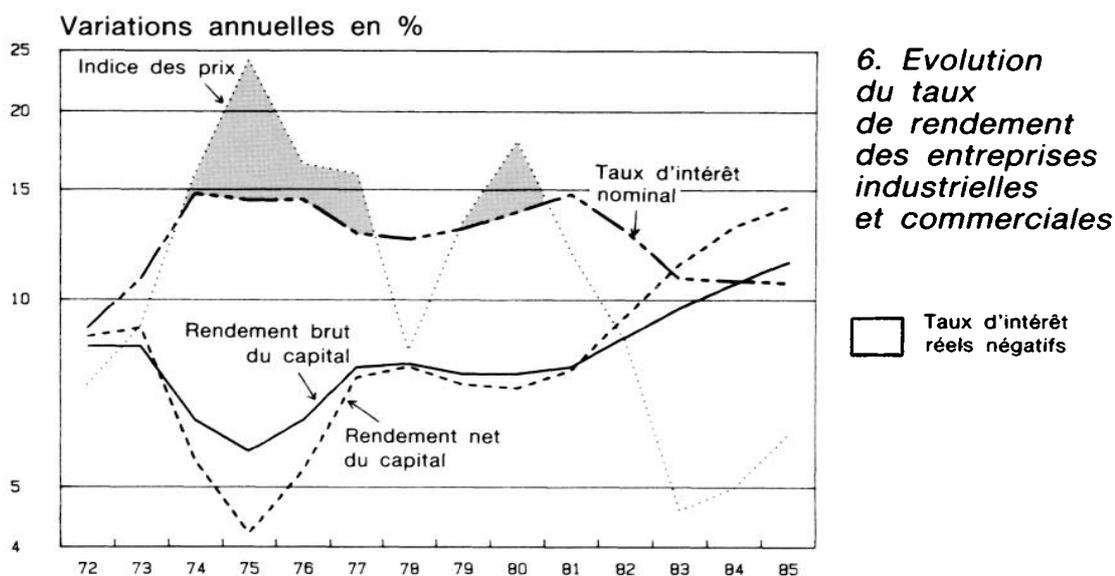
Milliards de livres

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Profits bruts	26,1	29,4	33,9	41,0	50,4	58,9
+ Appréciations des stocks ...	5,5	5,0	3,5	4,1	4,5	2,6
+ Autres revenus	8,4	8,9	8,8	10,2	12,9	14,1
Revenu total	40,0	43,3	46,2	55,3	67,8	75,6
- Dividendes	3,3	3,2	3,6	4,4	5,3	6,9
- Intérêts	9,3	9,1	10,0	10,0	11,6	14,2
- Profits extérieurs	4,4	4,2	4,0	4,7	5,7	6,6
- Taxes	5,8	7,7	9,1	10,7	12,6	15,3
Revenu non distribué	17,2	19,2	19,3	25,4	32,5	32,5
- Investissements fixes	15,2	15,0	15,6	15,8	19,5	23,5
- Divers (transfert, stocks)	2,3	1,8	1,1	3,7	4,4	2,1
Surplus ou déficit financier ...	- 0,3	2,4	2,6	5,9	8,6	6,9
+ Acquisition, profits nets non distribués	- 9,5	- 12,5	- 12,4	- 12,5	- 15,3	- 17,7
Besoin de financement brut ..	9,8	10,1	9,8	6,6	6,7	10,8
- Avoirs financiers	4,0	5,8	4,3	7,7	4,1	6,0
Besoin de financement net ...	5,8	4,3	5,5	- 1,1	2,6	4,8
Financement auprès :						
- Banques	6,3	5,8	6,6	1,6	7,1	7,4
- Autres institutions	3,4	4,2	3,2	5,0	- 0,4	3,4

Source : CSO « Financial Statistics ».

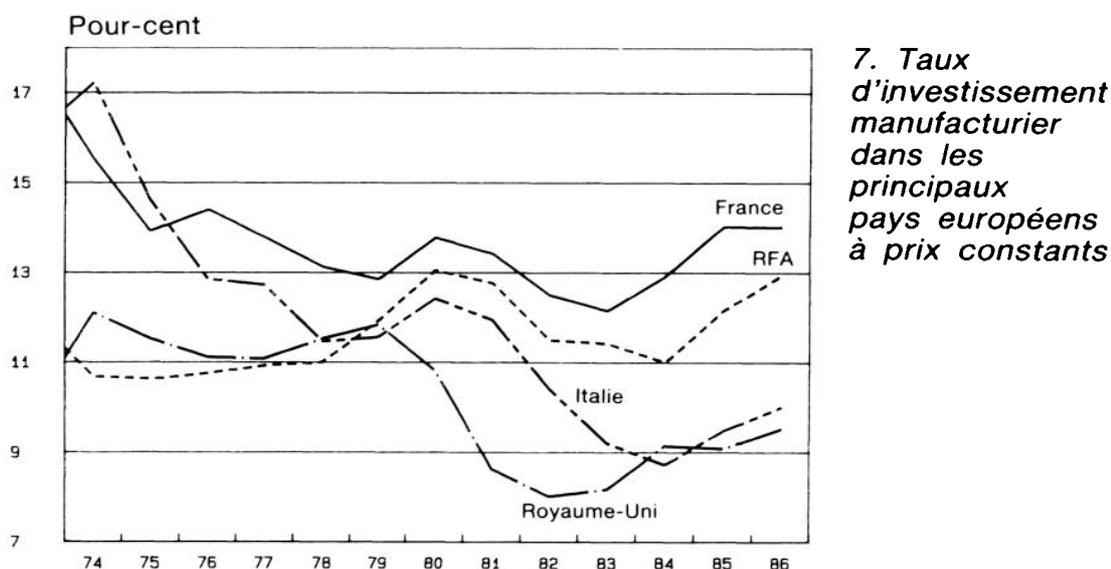
La comparaison entre l'évolution des profits bruts et des profits nets met en évidence une certaine atonie des investissements productifs depuis cinq ans (graphique 6). La croissance plus rapide du rendement net du capital que du rendement brut traduit une diminution des charges d'amortissement relativement aux profits réalisés. Cela signifie

que les entreprises, eu égard à leurs résultats, ont sous-investi au cours des années passées. Situation inverse de celle rencontrée au cours des années 1974 à 1976, où l'investissement avait augmenté rapidement malgré une détérioration des profits. En conséquence le stock de capital n'a progressé depuis le début de la présente décennie qu'à un rythme inférieur à 1 % l'an en moyenne, bien moindre que dans les autres pays de la Communauté européenne.



Sources : OCDE, statistiques nationales et estimations OFCE.

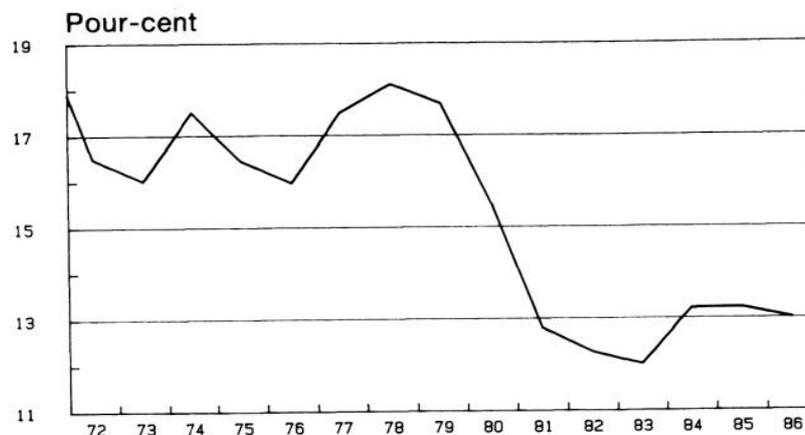
Le taux d'investissement britannique, qui s'était rétabli à un niveau semblable à celui des principaux pays européens en 1979 (12 % environ) s'est considérablement dégradé au cours des années suivantes. En 1982 il n'était plus que de 8 %, soit inférieur de quatre points à celui de la France et de trois points, à celui de la RFA. Le relèvement de un point à 9 % en 1984 n'a pas suffi à combler cet écart.



Sources : CEE et estimations OFCE.

Le problème du sous-investissement, déjà ancien au Royaume-Uni, a pris une ampleur grandissante ces dernières années, et d'autant plus grave pour le secteur manufacturier britannique que sa part dans l'investissement total s'est continûment contractée.

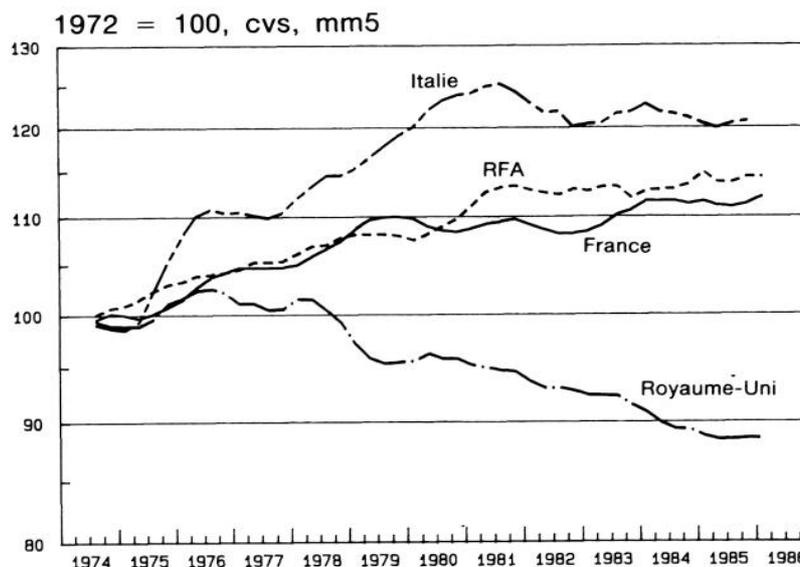
8. Evolution de la part de l'investissement manufacturier dans l'investissement total



Source : d'après Monthly Digest of Statistics, CSO.

Les capacités de production dans l'industrie manufacturière sont en diminution constante depuis 1979, au rythme de -1% à -2% l'an. Depuis trois ans les réductions de capacités affectent plus particulièrement les métaux et minéraux, mais aussi certains produits chimiques et biens d'équipement. Le secteur des biens de consommation se développe certes, mais moins rapidement que la demande. Cela explique des taux d'utilisation des capacités très élevés.

9. Capacités de production manufacturière déclarées aux enquêtes de conjoncture



Source : Eurostat.

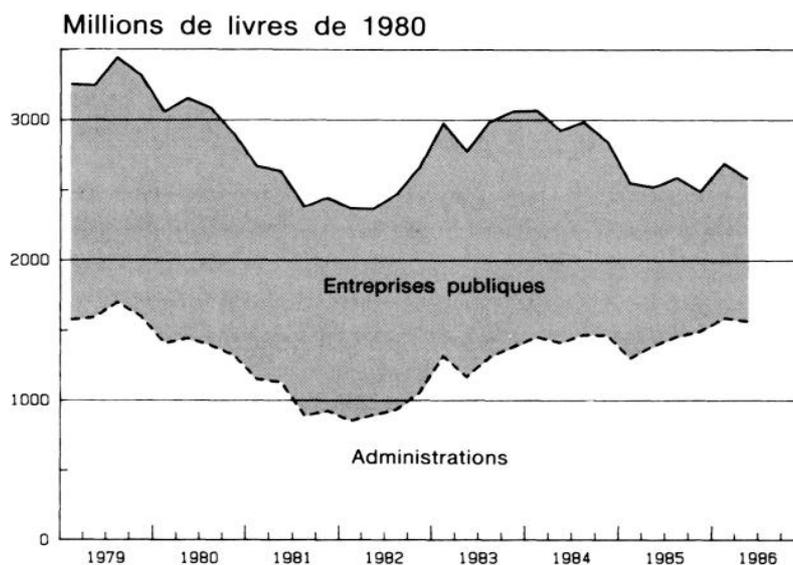
6. Taux d'utilisation des capacités

	Ensemble manu- facturier	Biens de consom- mation	Biens d'invés- tissements	Biens inter- médiaires
1984 Janvier	79,7	81,8	77,6	78,9
Avril	82,2	84,3	79,3	81,0
Juillet	84,3	87,7	79,7	83,9
Octobre	84,3	84,3	85,2	83,5
1985 Janvier	83,9	85,6	81,8	83,5
Avril	84,3	85,2	83,5	82,2
Juillet	88,5	87,7	90,6	83,5
Octobre	86,4	87,7	89,8	81,0
1986 Janvier	84,3	86,0	82,4	85,6
Avril	83,9	82,4	84,7	82,4
Juillet	86,4	87,3	87,3	84,7

Source : Eurostat.

... pour compenser le désengagement du secteur public

Les réductions de taux global d'investissement sont aussi la résultante d'une diminution des dépenses d'équipement du secteur public, qui correspond à la politique de désengagement croissant de l'Etat dans l'ensemble des secteurs économiques. L'investissement réalisé dans les entreprises publiques s'est dégradé rapidement et atteint un niveau inférieur en volume à celui des administrations.



10. Décomposition de l'investissement public

Source : Monthly Digest of Statistics, CSO.

L'analyse des comptes du secteur public de ces dernières années permet d'éclairer les éléments d'orientation de cette politique et d'en mesurer l'impact structurel. Une interprétation correcte de la politique

menée nécessite toutefois de se prémunir contre un certain nombre d'erreurs qui pourraient intervenir si l'on ne tenait compte des observations suivantes.

11. Part des entreprises publiques dans l'investissement productif total



Source : d'après Monthly Digest of Statistics, CSO. |

La mesure du besoin de financement du secteur public (PSBR), telle qu'elle est définie officiellement, est peu représentative de l'évolution de la politique budgétaire, puisqu'elle inclut les recettes de la privatisation. De ce fait le PSBR est une mesure insuffisante du caractère plus ou moins restrictif ou expansionniste du budget de l'Etat, l'accroissement du programme de privatisation depuis l'exercice fiscal 1983-1984 ayant financé une part importante du déficit financier du secteur public. Depuis 1979 le programme de privatisations s'est concrétisé par la vente d'une douzaine des plus grandes entreprises nationales dont les plus connues sont la British Petroleum (1979), la British Aerospace (1980), Britoil (1982), British Telecom (1984), British Gas (1986). Le secteur nationalisé est ainsi passé de 10 % de la production industrielle en 1979 à 7 % en 1985 et de 19 % de l'investissement productif à 11 % environ.

7. Revenus de l'Etat tirés de la privatisation

Millions de livres sterling

1979/ 1980	1980/ 1981	1981/ 1982	1982/ 1983	1983/ 1984	1984/ 1985	1985/ 1986	1986/ 1987
370	405	494	488	1 142	2 132	2 702	4 750

Source : « H.M. Treasury », novembre 1986.

En outre les recettes pétrolières, qui sont des rentrées fiscales irrégulières et non permanentes, avaient permis de résorber une partie du déficit public, conférant ainsi au budget un caractère plus restrictif qu'il ne l'était en réalité (tableau 9).

La prise en compte de ces éléments permet de moduler l'appréciation portée sur les orientations budgétaires. En effet, si la politique suivie est bien le fruit d'une volonté de désengagement de l'Etat, elle apparaît toutefois relativement expansionniste, une fois les effets de la privatisation écartés.

8. Comptes du secteur public

En % du PIB

	1981/ 1982	1982/ 1983	1983/ 1984	1984/ 1985	1985/ 1986
1 - Dépenses courantes	42,5	42,8	42,7	43,4	41,7
<i>dont :</i>					
Consommation finale	21,9	22,0	21,7	21,8	21,0
Transferts et subventions	15,5	16,0	16,2	16,6	15,8
Charge de la dette	5,1	4,9	4,8	4,9	4,9
2 - Dépenses en capital	2,7	2,9	3,3	3,2	3,1
3 - Dépenses totales des administrations publiques (1) + (2) (hors privatisations)	45,2	45,8	46,0	46,5	44,8
4 - Recettes courantes	42,7	42,5	41,5	42,2	41,7
<i>dont :</i>					
Impôts directs	14,7	14,8	14,2	14,8	14,7
Impôts sur les dépenses	17,2	16,7	16,3	16,3	16,1
Cotisations sociales	6,4	6,6	7,0	7,0	6,8
5 - Recettes en capital	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7
6 - Recettes totales des administrations publiques (4) + (5) .	43,4	43,1	42,0	42,7	42,3
7 - Déficit des administrations publiques (3) - (6)	1,8	2,7	4,0	3,8	2,5
<i>dont :</i>					
Administrations centrales	2,2	2,7	3,5	3,2	1,9
Administrations locales	- 0,3	0,0	0,5	0,6	0,6
8 - Déficit des entreprises publiques	0,3	0,2	0,0	0,4	- 0,3
9 - Déficit financier total du secteur public (7) + (8)	2,2	3,0	4,0	4,2	2,2
10 - Besoin de financement total du secteur public (PSBR)	3,3	3,1	3,2	3,1	1,6

Source : CSO, Financial Statistics.

Note : les signes (+) indiquent un déficit et les (-) un excédent.

Le déficit des administrations publiques est resté élevé jusqu'au début de 1985, du fait d'une augmentation des dépenses, qui répondait en partie à une politique délibérée, mais aussi à des éléments d'ordre conjoncturel⁽⁴⁾ tels que la grève des mineurs en 1984, qui a conduit à un gonflement ponctuel du déficit. L'effet véritablement restrictif n'est apparu qu'au cours de l'exercice 1985-1986 où il y a eu contraction sensible des dépenses des administrations centrales relativement au PIB. En conséquence le déficit de l'ensemble des administrations fut réduit de plus de 1 % et ceci malgré une détérioration de la situation financière des administrations locales.

(4) Des indicateurs relatifs aux variations conjoncturelles et structurelles du solde financier des administrations publiques sont calculés par l'OCDE et le NIESR (National Institute for Economic and Social Research). Ils permettent de discerner la part de l'évolution du déficit public liée à une volonté délibérée de celle résultant de fluctuations conjoncturelles.

9. Revenus de l'Etat liés à l'activité pétrolière

Millions de livres sterling

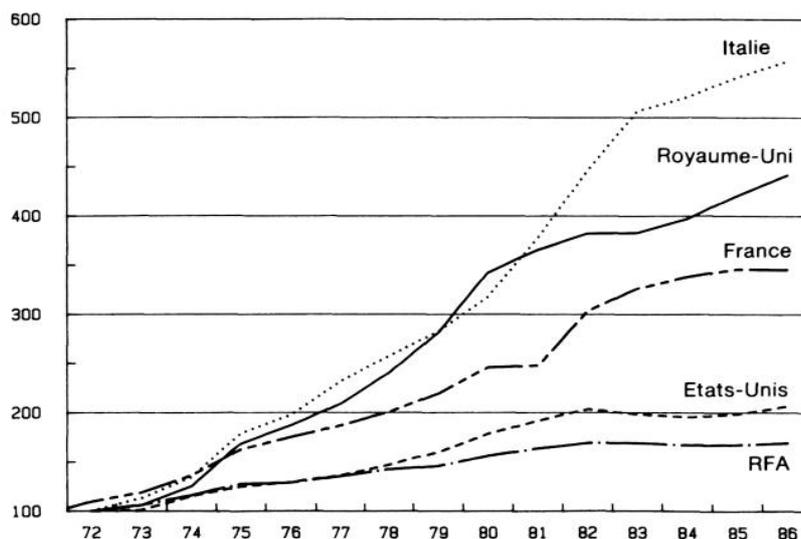
	Impôts sur les recettes pétrolières	Royalties	Impôts sur les sociétés	Recettes totales	
					en % des recettes totales de l'Etat
1979/1980	1 435	628	248	2 311	2,6
1980/1981	2 410	992	332	3 735	4,0
1981/1982	4 415	1 396	680	6 491	5,8
1982/1983	5 669	1 632	513	7 814	6,4
1983/1984	6 017	1 904	861	8 782	5,9
1984/1985	7 177	2 426	2 399	12 002	8,5
1985/1986	6 400	2 100	3 000	11 500	7,7
1986/1987	2 300	1 000	2 700	6 000	3,8

Source : Ministère de l'Energie, novembre 1986.

Les coûts unitaires du travail ont été élevés...

Au cours de la période récente les difficultés du secteur manufacturier britannique ont souvent été attribuées à une montée excessive des coûts unitaires de main-d'œuvre résultant d'un accroissement trop rapide des salaires. Une analyse comparative avec les principaux pays occidentaux fait effectivement ressortir des écarts significatifs entre les hausses de coûts unitaires nominaux du travail de l'industrie manufacturière britannique et celles de ses concurrents directs. Mesuré en monnaie nationale à partir d'une base commune (1972), l'excès d'inflation salariale au Royaume-Uni apparaît dès 1974 vis-à-vis de la France, des Etats-Unis et de la RFA, l'Italie étant le seul pays à avoir enregistré des hausses de coûts plus rapides. De 1975 à 1980 les coûts de main-d'œuvre par unité produite dans l'industrie britannique ont été multipliés par deux, cette augmentation ayant été plus forte que partout ailleurs et accentuée en fin de période par l'entrée en récession. Ce n'est qu'entre 1980 et 1983 que les gains de productivité imposés par la pression de la concurrence ont permis d'obtenir des hausses de coûts unitaires au Royaume-Uni inférieures à celles qui avaient lieu en Italie et en France. Mais dès 1984 la dérive des coûts s'est réinstallée.

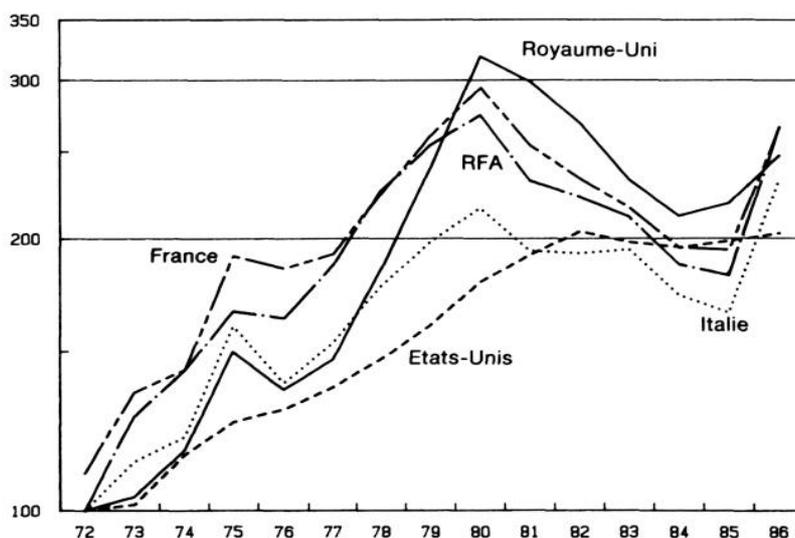
L'analyse comparative des variations de coûts unitaires nominaux n'est pas suffisante pour apprécier leurs effets sur la compétitivité internationale de l'industrie manufacturière britannique. Elle doit être complétée par une comparaison des niveaux des coûts exprimés dans une monnaie commune. Ceci est réalisé ici en rapportant les coûts horaires traduits en dollars aux niveaux de productivité mentionnés plus haut. On constate alors que sur la période antérieure à 1977 les coûts de main-d'œuvre britanniques se situaient en deça de ceux des concu-



12. Niveaux des coûts unitaires du travail dans l'industrie manufacturière en monnaies nationales

Source : d'après Monthly Review of External Trade.

rents européens, tandis que seuls les Etats-Unis demeuraient plus compétitifs (graphique 13). Alors la dépréciation de la livre compensait l'inflation interne, en même temps qu'elle en permettait la poursuite. Cet avantage a été totalement perdu en 1979 et 1980, où l'accélération des hausses de coûts et l'appréciation de la livre se sont cumulées. Un doublement des coûts en dollars en moins de trois ans a fait que l'industrie britannique s'est retrouvée avec les coûts les plus élevés de tous les pays développés. Cette insuffisante compétitivité n'a pu être que temporairement réduite vers 1982-1983. Elle s'est poursuivie jusqu'en 1985, où les coûts britanniques industriels demeuraient supérieurs d'environ 20 % à ceux de la RFA et de la France et de 30 % à ceux de l'Italie. La chute de la livre, intervenue depuis la mi-1985 vis-à-vis des monnaies européennes, a mis un terme à une période de surévaluation de près de six années, qui fut lourde de conséquences pour l'industrie britannique. Le Royaume-Uni se situe à l'heure actuelle à un niveau moyen de coût unitaire de main-d'œuvre, inférieur à celui de la France et de la RFA, mais encore supérieur à ceux de l'Italie et des Etats-Unis.



13. Niveaux des coûts unitaires du travail dans l'industrie manufacturière en dollar

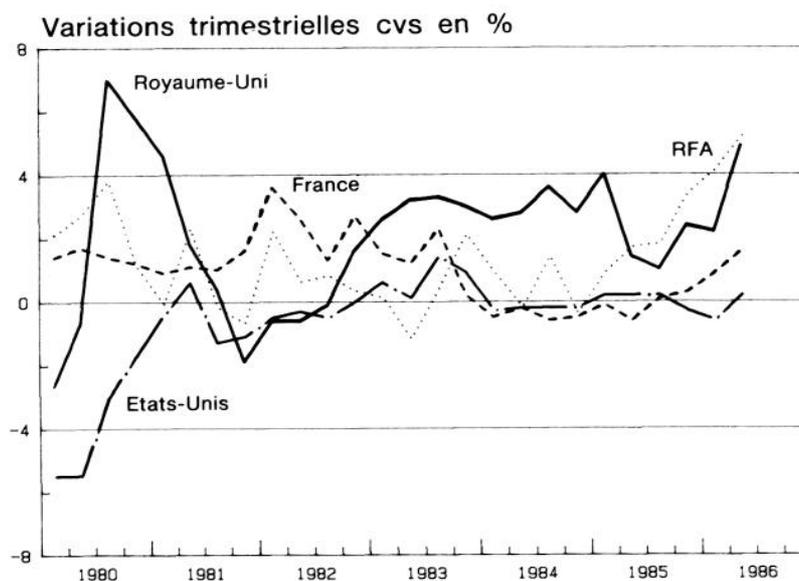
Sources : Monthly Review of External Trade et estimations OFCE.

... du fait d'un accroissement rapide des salaires...

La persistance d'une évolution rapide des salaires, souvent attribuée aux rigidités du système syndical, ne laisse pas d'étonner compte tenu des pressions qui habituellement apparaissent lorsque le chômage est important. Sur la période 1980 à 1986 l'augmentation des salaires (mesurés en gains hebdomadaires par tête) a été en moyenne de 9 % par an dans l'ensemble de l'économie. Dans le même temps les effectifs salariés ont diminué de plus de 7 % et le taux de chômage ⁽⁵⁾ est passé de 5 % à 12 % de la population active.

Depuis 1983 les salaires britanniques du secteur manufacturier, mesurés en termes réels, c'est-à-dire déflatés par l'indice des prix à la consommation, ont augmenté plus rapidement que dans la plupart des pays concurrents. L'argument souvent avancé selon lequel la croissance des salaires dans le secteur manufacturier britannique est un obstacle au développement de l'activité mérite d'être éclairci. Contrairement à une idée fréquente l'augmentation rapide des salaires n'est pas un phénomène spécifique à l'industrie manufacturière ; elle a touché l'ensemble des secteurs d'activité dans des proportions semblables. Depuis 1980 les salaires ont augmenté de près de 9 % par an dans les services, de 10 % dans le secteur manufacturier et dans l'ensemble du secteur industriel.

14. Evolution des salaires réels de l'industrie manufacturière dans les principaux pays européens



Sources : Statistiques nationales, calculs OFCE. }

L'analyse du gouvernement Thatcher, qui consiste à imputer ces augmentations excessives au rôle trop pesant des syndicats britanniques, s'avère une explication insuffisante de la totalité de ce phénomène. Au delà des rigidités d'origine salariale, les bouleversements intervenus dans la structure de l'emploi contribuent à rendre compte de cette évolution.

(5) A l'exclusion des jeunes sortant du cycle scolaire.

... très loin d'être uniforme

L'introduction de nouvelles méthodes de production a conduit à modifier l'organisation traditionnelle du travail et, partant, les types d'emplois et de qualification. L'utilisation d'une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée, qui en est résultée, implique des salaires en moyenne plus élevés. Cet effet structurel a été amplifié par une relative pénurie de personnes qualifiées sur le marché du travail, à laquelle les employeurs ont réagi par des augmentations des salaires. Ces deux éléments ont contribué à accentuer les écarts de rémunération entre les emplois, ce que montrent les analyses du ministère de l'Emploi portant sur l'évolution des salaires par professions entre 1979 et 1985. Au cours de la période étudiée, tandis que globalement les salaires ont augmenté plus vite que les prix d'environ 2 % l'an, des différences substantielles sont apparues selon le type de travail effectué et la position initiale dans l'échelle des salaires. C'est ainsi que le pouvoir d'achat a pratiquement stagné pour les travailleurs manuels. La croissance rapide des rémunérations moyennes résulte largement de celles versées aux emplois non manuels, pour lesquels les salaires réels ont progressé de près de 20 %. De plus les emplois déjà les mieux rémunérés en 1979 ont enregistré des gains salariaux beaucoup plus élevés que les emplois à faible qualification situés en bas de l'échelle.

Les professions en expansion ont généralement bénéficié d'avantages salariaux plus grands que les professions traditionnelles, touchées par le manque de dynamisme, durant ces dernières années, de l'industrie manufacturière et de la construction. Dans la mesure où les baisses

**10. Evolution des salaires réels par groupe de professions
entre 1979 et 1985**

	Hommes	Femmes
Professions non manuelles des secteurs		
Gestion, administration, finances	20,2	17,7
Education, santé	13,5	12,3
Scientifique et technique	11,2	14,8
Employés	12,1	11,6
Vente	9,4	18,6
Sécurité, protection	22,2	27,9
Professions manuelles		
Services (coiffure, restauration, hôtellerie...) ..	4,6	6,3
Agriculture	3,7	—
Industrie de transformation (hors métaux)	2,3	4,8
Assemblage et conditionnement	0,9	4,8
Fabrication, réparation :		
— métallurgique, électrique	2,8	0,5
— autres	4,5	4,0
Construction - mines	- 1,3	—
Transports, approvisionnement	1,1	8,7

Source : Ministère de l'Emploi.

de pouvoir d'achat ont concerné, en période d'inflation ralentie, des activités où les licenciements ont été nombreux on peut conclure à l'existence d'une certaine sensibilité des salaires à la situation de l'emploi dans l'industrie.

Selon diverses enquêtes l'ajustement de l'emploi à l'activité semble plus avancé au Royaume-Uni qu'ailleurs en Europe

Les enquêtes réalisées en 1985 et 1986 auprès des chefs d'entreprises et des salariés de la Communauté sur le thème de la flexibilité de l'emploi permettent de mieux situer le Royaume-Uni par rapport aux autres pays européens.

Au Royaume-Uni, plus qu'ailleurs, la préférence des ménages va à des augmentations de salaires, plutôt qu'à des réductions du temps de travail. C'est le cas de 4 personnes sur 5 ayant un avis sur la question. Elles ne sont que 2 sur 3 en France et en RFA et 3 sur 5 en Italie. Ceci peut expliquer que le temps de travail hebdomadaire reste le plus élevé au Royaume-Uni, avec près de 42 heures de travail par semaine. L'intérêt accordé à des horaires de travail plus flexibles y est relativement moindre. Sans doute est-ce parce que le temps partiel y est beaucoup plus développé : plus de 13 % des emplois manufacturiers et la moitié de ceux du commerce de détail, au lieu de respectivement 6 % et un tiers en moyenne en Europe et 7 % et 22 % en France.

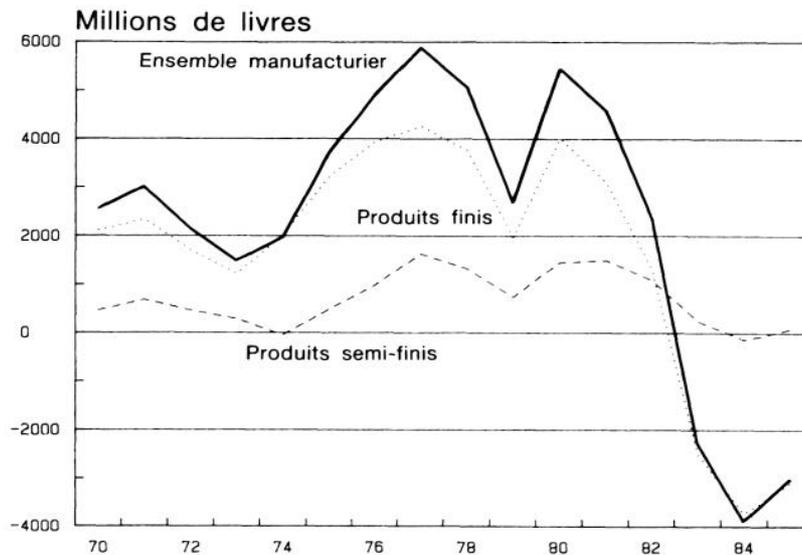
L'ensemble des réponses aux enquêtes laisse penser que les difficultés rencontrées ces dernières années du fait de l'inadéquation entre qualification des travailleurs et demande de travail sont proches d'être surmontées. Selon les chefs d'entreprises industrielles et commerciales les réductions d'effectifs qui ont eu lieu depuis 1981 arrivent à leur terme. S'il reste encore un excédent de main-d'œuvre non qualifiée, il semble être l'un des plus faibles des pays de la Communauté. Les industriels britanniques ne se plaignent ni du manque d'ouvriers qualifiés, comme c'est le cas en RFA, ni de celui d'ingénieurs et cadres, comme en France. Il persiste cependant une nette pénurie de techniciens.

En conséquence les principales limites à l'embauche citées par les entreprises sont l'insuffisance de la demande et l'introduction de nouvelles technologies, le niveau des salaires et des charges d'amortissement ne venant qu'au second plan. Les chefs d'entreprises britanniques, contrairement aux français, aux belges et aux italiens, sont rarement préoccupés par le poids des charges sociales ou par la rigidité des procédures d'embauche et de licenciement.

Industriels et commerçants accordent de l'efficacité à certaines mesures visant à accroître l'emploi. Les subventions temporaires à l'embauche viennent en tête, auxquelles on peut associer des salaires plus faibles à l'entrée et l'amélioration de la formation des demandeurs d'emploi. Les industriels citent aussi la réduction de la durée hebdomadaire du travail, ce qui va à l'encontre des souhaits des salariés. Les commerçants, qui peuvent jouer plus sur le temps partiel, demandent une plus grande liberté des horaires d'ouverture.

Les déséquilibres extérieurs se sont amplifiés

Le manque de dynamisme de l'industrie manufacturière a conduit à des déséquilibres extérieurs sans précédent. L'apparition en 1983 d'un déficit manufacturier de deux milliards de livres est venue s'ajouter aux déficits traditionnels des secteurs de l'alimentation et des matériaux de base. Cette détérioration est due à un recul exceptionnel du commerce de biens finis, dont le solde, structurellement excédentaire avant 1983, est depuis cette date le poste accusant le plus lourd déficit. Et l'excédent des produits semi finis tend à disparaître.



15. Décomposition du solde manufacturier

Sources : Monthly Review of External Trade.

11. Décomposition du solde commercial

Millions de livres

	1972	1976	1980	1982	1983	1984	1985	1986
Alimentation	- 1 499	- 2 963	- 2 382	- 2 637	- 2 962	- 3 524	- 3 592	- 3 935
Boisson (0 + 1) (*)								
Matériaux de base (2 + 4) ...	- 810	- 2 215	- 1 960	- 1 989	- 2 494	- 2 850	- 2 634	- 2 318
Combustibles (3)	- 708	- 3 976	- 131	4 122	6 319	5 391	6 625	2 738
dont pétrole (33)	- 666	- 3 947	315	4 643	6 976	6 937	8 163	4 202
Manufacturés (5->8)	2 145	4 917	5 458	2 372	- 2 267	- 3 879	- 3 017	- 5 329
Non classés	122	307	375	464	568	478	507	500
Solde commercial hors pétrole	- 84	17	1 045	- 2 311	- 7 812	- 11 321	- 10 174	- 12 546
Total	- 750	- 3 930	1 360	2 332	- 836	- 4 384	- 2 111	- 8 344

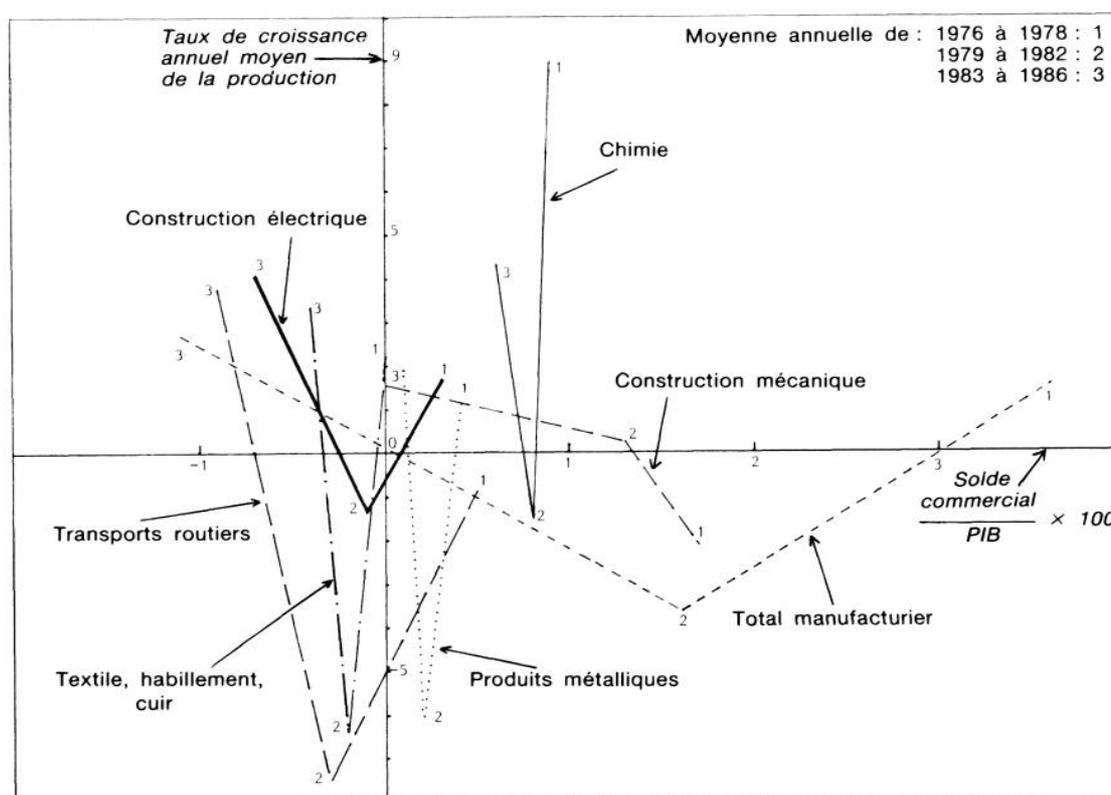
Source : Monthly Review of External Trade et estimations OFCE.

(*) Nomenclature CTCl.

La comparaison entre l'évolution des soldes commerciaux des principales branches de l'industrie manufacturière et la production nationale faite sur trois périodes distinctes (avant, pendant et après la récession du début de la décennie) met en évidence le processus de dégradation des échanges extérieurs britanniques.

Au cours d'une première période (1976 à 1978) les branches manufacturières retenues étaient, en moyenne, toutes excédentaires ou équilibrées. Le taux de croissance annuel moyen dans l'ensemble manufacturier était alors de 2 % et l'excédent commercial proche de quatre milliards.

16. Soldes extérieurs et croissance par branche dans l'industrie manufacturière



Sources : nationales et calculs OFCE

- 1 = années 1976-1978,
- 2 = années 1979-1982,
- 3 = années 1983-1986,

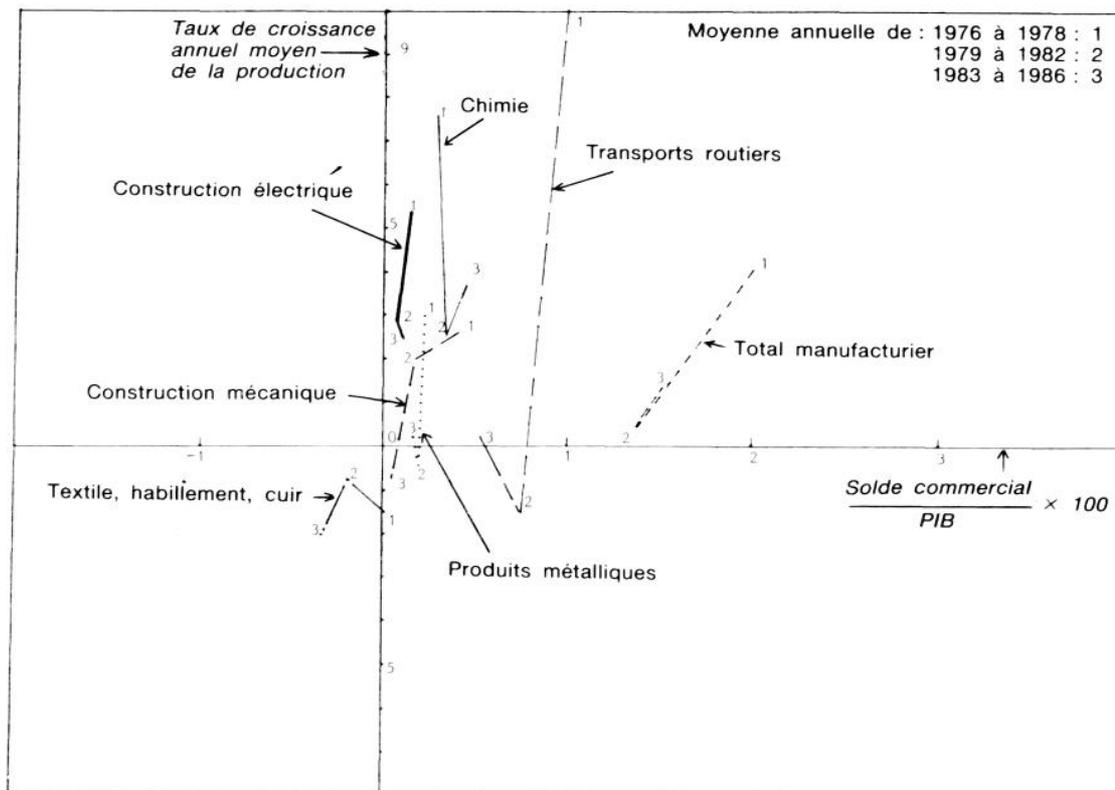
L'effondrement généralisé de la production au début des années quatre-vingt apparaît nettement dans l'ensemble des branches. Les secteurs traditionnels les plus touchés, tels le textile et les véhicules routiers, ont basculé d'une position équilibrée à une position déficitaire, suivis de près par la branche électrique. Mais le commerce largement excédentaire de la chimie et de la mécanique permettait encore de compenser les pertes enregistrées sur les autres marchés et de maintenir un excédent du solde manufacturier global supérieur à 3,5 milliards.

Depuis 1983 l'aggravation des déficits dans les secteurs précédemment atteints et la disparition de l'excédent important de la branche

mécanique ont conduit à un renversement spectaculaire : le solde manufacturier global affiche un déficit proche de 4 milliards dès 1984 et supérieur à 5 milliards en 1986.

Une présentation similaire des modifications intervenues pendant les mêmes périodes en France met en évidence l'ampleur des déficiences de l'industrie manufacturière britannique comparativement à l'industrie française.

17. Le cas français



Sources : nationales et calculs OFCE.

Au cours des années 1976 à 1978, en moyenne, les taux de croissance de la production étaient plus élevés en France dans la plupart des branches, à l'exception de la chimie et du textile. De ce fait l'évolution de la production, bien que ralentie entre 1979 et 1982, a continué d'enregistrer des taux de croissance positifs, tandis que les soldes extérieurs restaient à peu près stables. Pendant les années 1983 à 1986 on observe un excédent manufacturier français moyen substantiellement plus élevé, situation radicalement différente du cas britannique.

Ce contraste provient essentiellement de deux branches : les véhicules routiers et le matériel électrique. Les véhicules routiers continuent à fournir à la France l'excédent le plus fort entre 1983 et 1986, tandis qu'inversement ils engendrent le plus fort déficit au Royaume-Uni. Le matériel électrique français s'est maintenu en léger excédent, tandis qu'il donne lieu au deuxième déficit britannique, avec plus de 2,5 milliards de livres de pertes annuelles entre 1983 et 1986.

La dégradation des échanges britanniques résulte généralement des quantités échangées et non des prix, ceux des produits manufacturés importés s'étant élevés moins rapidement que les prix des biens exportés.

Le taux de pénétration sur le marché britannique s'est accru, tandis que les parts de marché à l'étranger ont eu tendance à diminuer

L'incapacité des producteurs à répondre à l'accroissement rapide de la demande nationale, ajoutée à l'évolution des termes de l'échange manufacturier défavorable à la compétitivité britannique, a conduit à une rapide augmentation de la pénétration étrangère sur le marché intérieur : les importations en volume de produits manufacturés se sont accrues de 8 % l'an en moyenne depuis 1980, tandis que les exportations ne progressaient que de 2,5 % par an. Le taux de pénétration relativement à la demande intérieure est passé de 26 % en 1980 à 35 % en 1985 ⁽⁶⁾. La dépendance de l'économie britannique vis-à-vis de ses concurrents étrangers est de plus en plus vive, qu'il s'agisse des biens de consommation, d'équipement ou des biens intermédiaires.

Dans le même temps la présence britannique sur les marchés extérieurs a eu tendance à diminuer. La part du Royaume-Uni dans les exportations de produits manufacturés des principaux pays occidentaux ⁽⁷⁾, après avoir été proche de 10 % en 1980, est tombée à moins de 8 % en 1985. Le Royaume-Uni se situe ainsi à égalité avec l'Italie, mais à 1 point au-dessous de la France, tandis que la RFA occupe 18 % de ce marché.

Il est résulté de cela une amplification des déséquilibres bilatéraux avec les principaux pays développés. Il y a eu aggravation du déficit « tous produits » à l'égard de la Communauté européenne et des pays développés autres que l'Amérique du Nord. Toutefois l'excédent commercial avec l'Amérique du Nord a, au contraire, progressé régulièrement depuis 1980. Celui enregistré avec les pays pétroliers s'est maintenu.

La réorientation des échanges britanniques en direction de la CEE s'est accélérée au cours des dernières années. En 1985 ce commerce couvrait 50 % du commerce extérieur britannique, à l'importation comme à l'exportation, contre 45 % en 1980 et 40 % en 1977. Mais le taux de couverture du Royaume-Uni vers la CEE n'a cessé de se dégrader entre 1980 et 1984, année durant laquelle il atteignait le niveau plancher de 91,5 %. Le redressement opéré en 1985 (94,9 %), grâce à une amélioration sensible du montant des exportations, n'aura été que d'une courte durée : pendant la première moitié de 1986, du fait de la chute du prix du pétrole et d'une progression toujours rapide des importations le taux de couverture n'a plus été que de 81,6 %.

(6) Selon le ratio importations/demande intérieure calculé par l'Office central de statistiques dans « Monthly Digest of Statistics ».

(7) Royaume-Uni, RFA, Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse, USA, Canada et Japon.

Les échanges réalisés avec la CEE sont concentrés, à raison de 45 %, sur la France et l'Allemagne. L'Allemagne fait à elle seule 27 % de ce commerce, à raison de 23 % des exportations britanniques et 30 % des importations. Premier fournisseur et premier client du Royaume-Uni, l'Allemagne est aussi le pays envers lequel le déficit commercial est le plus important, tandis que les échanges avec la France sont excédentaires depuis 1983. Le commerce réalisé avec la France et la RFA se caractérise, à l'exception des exportations de pétrole, par une forte intensité d'échanges intra-branches des secteurs de la construction mécanique et électrique et de la chimie. Toutefois la pénétration allemande sur le marché d'équipements mécanique-électrique est beaucoup plus forte, les exportations de cette branche sont, à elles seules, plus élevées que le total des exportations françaises vers le Royaume-Uni. Aussi l'augmentation rapide des importations d'équipements, qui a accompagné la reprise de la croissance, a-t-elle particulièrement pesé sur l'équilibre des échanges anglo-allemands, tandis que les industriels français apparaissent en retrait.

**12. Structure des échanges avec la France et la RFA
en moyenne sur la période 1980 à 1985**

En pour-cent

	A l'exportation vers		A l'importation de	
	France	RFA	France	RFA
Construction mécanique et électrique	32	35	39	60
Chimie	14	13	18	15
Divers	54	52	43	25
<i>dont</i> : Energie	24	32	5	2
Total	100	100	100	100

Sources : CEPIL, estimations OFCE.

La conjoncture britannique au cours des trimestres à venir

Les éléments disponibles à l'heure actuelle pour établir des projections à court terme sur l'économie britannique ne semblent pas susceptibles de modifier les tendances conjoncturelles observées en 1986. Les trimestres à venir devraient par conséquent s'inscrire dans la poursuite d'une croissance modérée, essentiellement soutenue par la demande des ménages.

Ce sentiment pourrait toutefois se trouver infirmé par l'avance des échéances électorales, qui constitue la seule véritable interrogation pour les prochains mois. Les prévisions présentées ici n'ont pas misé sur une telle hypothèse et ont gardé comme cadre d'analyse celui de la politique économique présentée en novembre dernier par le gouvernement conservateur et valable en principe jusqu'au début de l'année 1988.

La politique économique sera légèrement moins restrictive en 1987-1988

Souvent qualifiées de « mesures pré-électorales », les décisions prises à l'automne dernier modifient légèrement les choix de politique budgétaire pour l'année à venir, mais ne remettent pas en cause les objectifs habituels du gouvernement de M^{me} Thatcher et n'affectent pas le processus continu de désengagement de l'Etat.

Les prévisions officielles établies cet automne ont été réalisées sur la base d'un prix du pétrole de 15 dollars. En conséquence les recettes publiques du secteur pétrolier sont fixées à quatre milliards de livres pour chacune des trois années fiscales à venir. La privatisation se poursuivra au cours des années 1987 et 1988 avec la vente dès les prochains mois de la British Airways (un milliard de livres) suivie de très près par Rolls Royce (800 millions) et le deuxième appel de vente de la British Gas, qui rapportera encore deux milliards. Les recettes fiscales indirectes seront gonflées par une augmentation de la TVA de un point ainsi qu'un accroissement probable des taxes sur les alcools, tabacs et produits pétroliers, ceci à partir du 1^{er} avril 1987.

Le besoin de financement du secteur public (PSBR) resterait inchangé à sept milliards de livres au cours de l'année fiscale 1987-1988, malgré une augmentation des dépenses. La consommation publique atteindrait 148,6 milliards, en hausse de 4,7 milliards par rapport à la décision initiale : les dépenses supplémentaires bénéficieront en majeure partie aux secteurs de l'éducation (+ 2,2 milliards, portant les dépenses à 16,6 milliards) et de la Sécurité sociale (+ 1,7 milliard). L'approche des échéances électorales conduira de plus, probablement, à une réduction de la pression fiscale des ménages. Cette mesure dépendra cependant de l'évolution des revenus pétroliers et sera vraisemblablement de faible ampleur. Les allègements fiscaux seraient alors

de l'ordre de ceux accordés l'an dernier, soit 1 à 2 milliards, et permettraient une baisse de 1 à 2 points du taux d'imposition.

La politique monétaire pourrait être globalement moins restrictive sur l'ensemble de l'année 1987, malgré un probable resserrement au cours des prochains mois. La volonté de stabiliser le taux de change, réaffirmée par le gouvernement comme objectif prioritaire, ne permet pas d'envisager une détente rapide des taux d'intérêt. Celle-ci découlerait donc ultérieurement de l'atténuation des tensions sur la livre.

La hausse des prix sera un peu plus forte

Comme dans la plupart des pays européens les résultats escomptés en matière d'inflation devraient être moins satisfaisants l'année prochaine.

Les prix industriels à la production augmenteront plus rapidement que cette année, malgré un ralentissement des gains de salaires réels au cours des prochains trimestres. La réduction des tensions catégorielles qui se sont exercées ces dernières années sur le marché du travail devrait permettre un accroissement moins rapide des rémunérations salariales, tout au moins pour les métiers ayant jusque-là bénéficié des augmentations les plus élevées. Compte tenu du degré de saturation des capacités productives dans de nombreuses branches de l'industrie et de la faiblesse du remplacement des équipements sur les deux dernières années, le ralentissement des gains de productivité observé en 1986 se poursuivra vraisemblablement sur la majeure partie de 1987, ce qui ne permettra pas de réhausser le pouvoir d'achat moyen autant que par le passé, sauf à amputer les profits. Il est donc probable que le salaire nominal s'accroîtra un peu moins qu'en 1986, soit environ 7 % l'an en moyenne, ce qui reste malgré tout élevé, et continuera de peser sur les coûts unitaires de main-d'œuvre. Par ailleurs l'évolution des prix des consommations intermédiaires sera moins favorable qu'elle ne l'a été en 1986. La reprise récente du prix du pétrole aura, si elle se poursuit en 1987, un impact immédiat sur les prix de l'énergie et des matières premières utilisées dans l'industrie, et s'ajoutera au renchérissement des produits finis importés du fait de la baisse de la livre. Les coûts de production seront plus élevés que cette année, malgré l'augmentation moins rapide des salaires.

Le degré de saturation des capacités de production ne permettra pas aux producteurs nationaux de répondre à la demande encore soutenue, ce qui risque d'amplifier les tensions inflationnistes, en début d'année tout au moins. Au total les prix de production augmenteront encore rapidement l'an prochain à un rythme, de 5 à 5,5 % l'an, supérieur à celui des prix de détail (4,5 % l'an)⁽⁸⁾.

La consommation des ménages, bien que ralentie, restera dynamique

Compte tenu des prévisions de salaires et de prix le pouvoir d'achat du salaire individuel pourrait progresser d'environ 2,5 % en 1987, après

(8) Les prévisions officielles de prix tablent sur un accroissement moins rapide des prix à la consommation de l'ordre de 3,75 % et apparaissent dès lors difficilement accessibles.

un peu plus de 3 % en 1986. Les perspectives d'emploi apparaissent plus favorables qu'en 1986. Les effectifs industriels cesseraient de se réduire, voire augmenteraient, tandis que ceux des services progresseraient à nouveau. La croissance de l'emploi serait proche de 1 % l'an, après 0,5 % en 1986, et permettrait une stabilisation du chômage à son niveau actuel.

L'hypothèse retenue ici d'une réduction de la pression fiscale à partir du mois d'avril devrait s'accompagner d'une légère progression des transferts de l'Etat aux ménages, les cotisations sociales des employeurs augmentant au même rythme réel modéré que l'an passé, environ 1 %. En conséquence le revenu disponible réel des ménages pourrait s'élever d'un peu plus de 3 % en 1987. Pour peu que les tensions sur les taux d'intérêt s'atténuent l'an prochain, les achats de logements continueraient à bénéficier en priorité de l'amélioration du pouvoir d'achat. Par contre les immatriculations d'automobiles plafonneraient, les besoins de renouvellement du parc ayant été amplement satisfaits ces dernières années. Le report des dépenses vers l'immobilier ne devrait cependant pas affecter les autres biens durables ni la consommation courante, de sorte qu'en 1987 la consommation des ménages augmenterait d'environ 3,5 %, après 4,5 % en 1986. Il est donc possible, compte tenu d'une inflation encore relativement faible, favorisant une bonne tenue des actifs financiers, que le taux d'épargne reste faible, voire recule encore un peu.

L'investissement productif sera plus dynamique en 1987

Les conditions nécessaires à une reprise de l'investissement fixe seront rassemblées en 1987 à la fois du côté de la demande, intérieure et extérieure, et du côté du financement, du fait de l'accroissement particulièrement rapide du taux de rendement ces dernières années. Une telle reprise est devenue indispensable après deux années de faible croissance et compte tenu de la saturation des capacités de production dans de nombreuses branches. Elle reste toutefois conditionnée par l'évolution des taux d'intérêt, jugés trop élevés à leur niveau actuel, et risque par conséquent d'être retardée, notamment dans les branches les moins dynamiques, qui subiront davantage cet obstacle en début d'année. Dans l'industrie manufacturière la croissance du volume des dépenses d'équipement pourrait atteindre 3 % l'an prochain (après 1 % en 1986) ce qui bénéficierait essentiellement aux industries de biens d'équipement et de consommation pour lesquelles la demande sera la plus dynamique. Les dépenses d'équipement réalisées dans les branches produisant des biens intermédiaires seront portées par celles des secteurs de la chimie et pétrochimie, qui devraient profiter de coûts de matières premières moins élevés pour se développer plus rapidement. En revanche l'incertitude relative à l'évolution du prix du pétrole pèsera encore sur les investissements du secteur pétrolier, qui pourraient être diminués de 10 à 20 % selon que le prix du baril dépasse le niveau de 18 dollars ou se stabilise. La formation brute de capital fixe progresserait de 3,5 % dans l'industrie, y compris énergie, soit une amélioration en comparaison de 1986 (1,2 %).

Dans le secteur de la construction l'investissement pourrait s'accroître à un rythme proche de 6 % grâce aux dépenses dans le logement, mais aussi dans le bâtiment. Le secteur tertiaire, bénéficiant d'une demande de services encore élevée, accroîtrait de 4 % environ ses dépenses d'équipement.

Les dépenses d'équipement du secteur public seront doublement affectées par une restriction probable des dépenses en capital des administrations, venant compenser l'augmentation des dépenses courantes de consommation, et par les ventes au secteur privé de grandes entreprises nationales. Au total l'investissement public ne devrait pas augmenter.

L'investissement fixe dans son ensemble atteindrait 4 % au lieu de 2 % en 1986.

Le redressement des exportations ne suffira pas à rétablir un excédent courant

En 1987 les exportations de biens et services en volume pourraient se redresser de 4,5 %, après avoir stagné en 1986. Deux facteurs essentiels permettront cette croissance. L'excédent pétrolier, qui a diminué de moitié l'année dernière, pourrait se rétablir légèrement dans le cas d'un redressement du prix du pétrole. A l'issue de la réunion des pays membres de l'OPEP la volonté de rétablir le prix du pétrole à 18 dollars a été confirmée le 20 décembre dans le cadre de la nouvelle stratégie révélée dès la fin du mois d'octobre avec le départ du cheikh Yamani. Le raffermissement du prix du pétrole observé à la fin 1986 pourrait être consolidé au cours des premiers mois de 1987. L'absence de coopération irakienne laisse cependant planer un doute quant à la solidité de l'accord sur les quotas de production. Seule une remontée significative de la demande de brut OPEP permettrait à l'Arabie Saoudite de compenser sans sacrifice financier insupportable un éventuel dépassement des quotas de la part de ses partenaires.

Même en retenant une appréciation de la livre sterling vis-à-vis du dollar en cours d'année, le rétablissement du prix du pétrole permettrait au Royaume-Uni d'augmenter ses recettes pétrolières de plus d'un milliard de livres l'année prochaine. La prospection de nouveaux gisements, jusque-là freinée, reprendrait et permettrait de maintenir approximativement les quantités exportées. Toutefois, compte tenu des réserves prouvées, il est probable que la production pétrolière décroîtra dès la fin de l'année 1987, son plafond ayant été, selon l'avis des experts, atteint cette année. Les prévisions de production britannique en mer du Nord établies par le ministère de l'Energie font état d'une baisse régulière pour les années à venir.

La dépréciation de la livre rendra plus compétitives les exportations de marchandises hors pétrole. Après avoir dans un premier temps reconstitué leurs marges par hausse de leurs prix, il est probable que les exportateurs britanniques chercheront à reconquérir un certain nombre de marchés extérieurs. Le Royaume-Uni pourrait aussi bénéficier d'une meilleure tenue du commerce mondial. La progression des expor-

13. Production pétrolière prévue

En millions de tonnes

	Hypothèse basse	Hypothèse haute
1986 (*)	120	135
1987	110	130
1988	100	125
1989	90	120
1990	85	115

Source : Département de l'Energie.

(*) Réalisé : 128.

tations aurait surtout lieu à destination des pays développés, notamment européens, à cause d'une demande escomptée encore faible en provenance des pays en voie de développement et des pays de l'OPEP⁽⁹⁾. En conséquence l'excédent du Royaume-Uni vis-à-vis de l'OPEP se réduirait, tandis que l'aggravation du déficit à l'égard des pays européens serait stoppée. Les exportations de produits manufacturés s'accroîtraient de près de 5 % en volume. Parmi ces produits, les branches restées dynamiques, essentiellement la chimie et les biens de haute technologie, appareillage et outillage électronique, profiteraient davantage de cette situation. Les ventes des autres secteurs, des matériaux de base, des textiles et de l'habillement, pourraient se stabiliser.

Les exportations des invisibles resteront dynamiques. Elles semblent toutefois avoir atteint un niveau record et ne pourront progresser qu'à un rythme légèrement moins rapide en 1987.

A l'appréciation continue des termes de l'échange britanniques au cours de 1986 succéderait une sensible détérioration en 1987, en raison du renchérissement des importations, tandis que le prix des exportations augmentera moins. Cette détérioration rendra probablement impossible le maintien du solde commercial à son niveau actuel, d'autant que les importations en volume s'accroîtront à un rythme soutenu, vraisemblablement plus élevé que l'année dernière. Le déficit commercial pourrait donc dépasser 11 milliards de livres en 1987, après 8 milliards en 1986. Les importations de biens et services augmenteraient légèrement plus vite qu'en 1986, soit environ 5,5 % au lieu de 5 %. Celles de biens de consommation augmenteront en volume à un rythme encore élevé, quoique moindre qu'en 1986, (environ 5 %, après 9 % en 1986). Il est probable que les achats de biens d'équipement à l'étranger se gonflent sensiblement (7 % en volume) compte tenu des prévisions d'investissement et de l'inaptitude des producteurs nationaux à satisfaire cette demande, au moins dans un premier temps, du fait de la saturation des capacités productives.

Globalement le solde courant devrait donc rester déficitaire d'environ 5 milliards de livres sur la totalité de l'année 1987, l'excédent des

(9) « La baisse du prix du pétrole : quelles perspectives pour l'OPEP et quelles retombées pour le Tiers Monde », Jacques Adda, Revue de l'OFCE, n° 16, juillet 1986. « La croissance entrevue » département des diagnostics, Revue de l'OFCE, n° 17, octobre 1986.

invisibles, au mieux de 6,5 milliards, ne suffisant pas à couvrir le déficit du commerce de marchandises.

Les résultats économiques escomptés pour les trimestres à venir apparaissent globalement plus satisfaisants que ceux observés au cours des dix-huit derniers mois. La croissance serait plus soutenue en 1987, de l'ordre de 2,7 % au lieu de 2 % en 1986. Ceci se compare favorablement à ce que l'on peut attendre en France et surtout aux Etats-Unis, bien que l'on reste en retrait des performances allemandes ou italiennes.

Il demeure néanmoins que le contre-choc pétrolier a fait apparaître en pleine lumière les difficultés structurelles du Royaume-Uni, qui tiennent à une assise industrielle insuffisante, en une époque où une concurrence accrue dans les services internationaux ne garantit plus le maintien de surplus confortables. Certes les progrès accomplis dans la gestion salariale au cours des années récentes et la baisse de la livre ont redonné aux activités manufacturières la possibilité de produire de manière compétitive et rentable. Mais il reste à transformer cet essai par un effort systématique de réinvestissement industriel sur le sol national.

14. Royaume-Uni

Equilibre des biens et services en volume aux prix de 1980	Niveau en 1985	Variations par rapport à la période précédente en pour-cent										
	Unité : millions de livres de 1980	1985		1986		1987		1988	1984	1985	1986	1987
		S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1				
Consommation des ménages	152 068	1,9	2,4	2,0	2,3	1,7	1,4	1,2	2,2	3,5	4,5	3,6
Consommation publique	51 109	0,1	- 0,1	0,4	1,5	0,2	0,0	0,1	0,8	0,5	1,2	1,0
FBCF totale	43 310	1,4	- 1,8	1,9	2,4	2,0	1,3	1,0	9,1	1,8	2,2	3,9
dont : Logement	8 475	- 4,4	1,7	4,2	3,5	3,0	2,0	0,8	5,4	- 4,4	7,0	5,8
Productive	37 835	2,8	- 2,6	1,4	2,2	1,8	1,1	0,8	10,0	3,3	1,2	3,5
Exportations de biens et services	73 331	4,1	- 0,8	- 0,1	2,3	2,4	1,8	1,5	6,7	6,2	0,8	4,5
Importations de biens et services	70 601	- 0,5	0,7	1,2	7,0	1,7	0,8	1,0	9,2	3,0	5,1	5,5
Variations des stocks en millions de livres 1980	613	463	150	438	360	250	250	200	- 50	613	798	500
PNB	252 800	3,0	0,4	1,6	0,8	1,6	1,4	1,0	2,2	3,7	2,2	2,7
Prix à la consommation		3,7	2,2	1,6	1,3	2,2	3,2	3,0	5,0	6,1	3,4	4,5
Solde courant en % du PNB		0,9	1,1	0,5	- 1,1	- 1,0	- 0,2	- 0,1	0,5	1,0	- 0,3	- 0,6

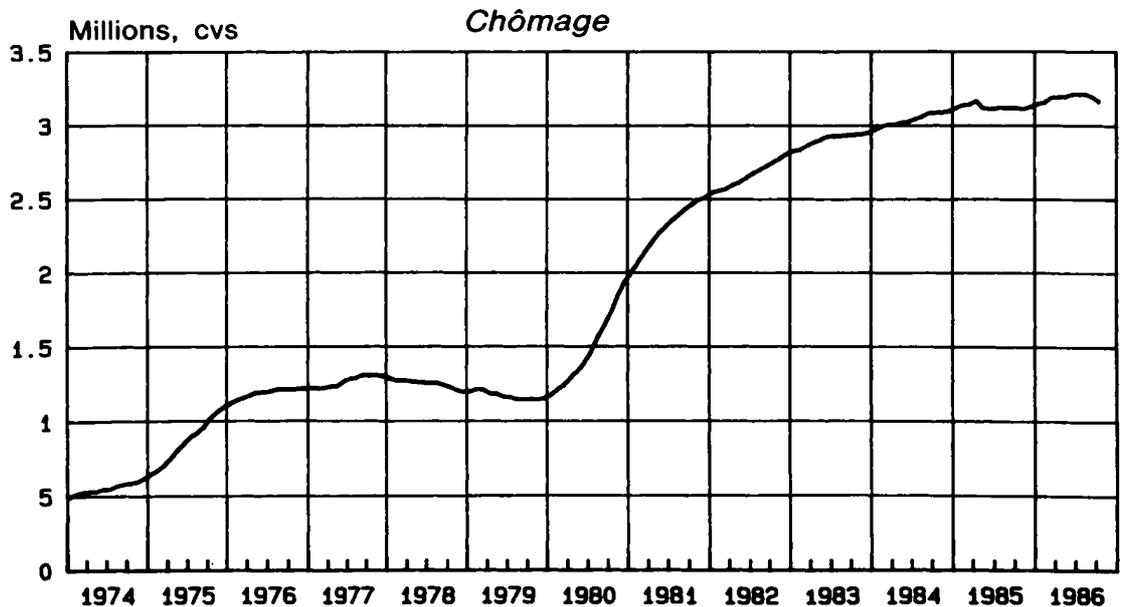
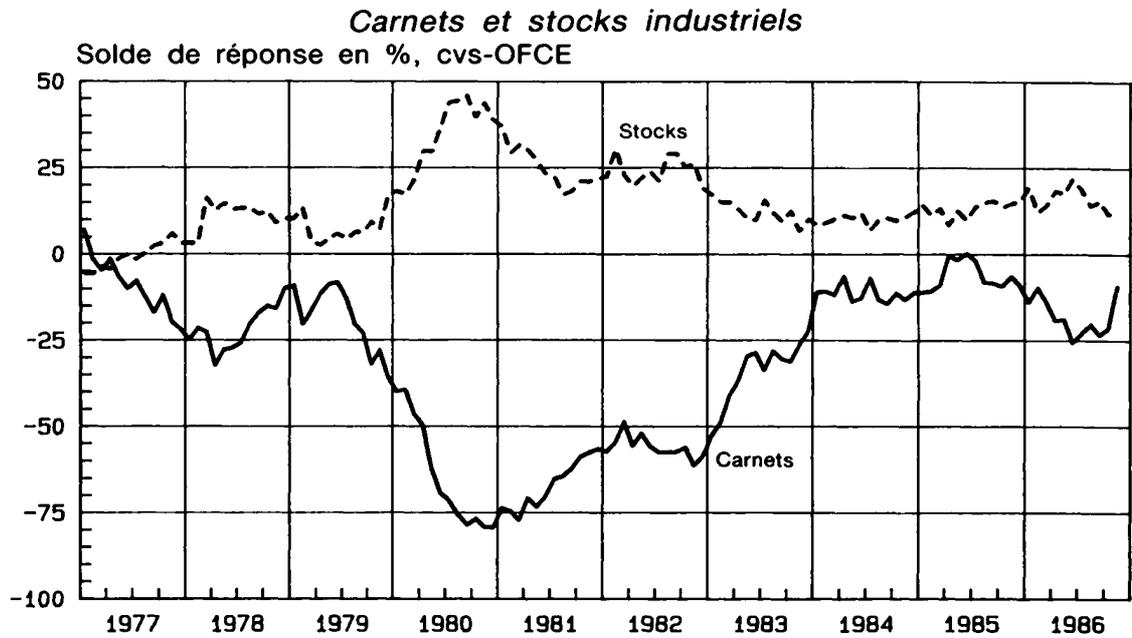
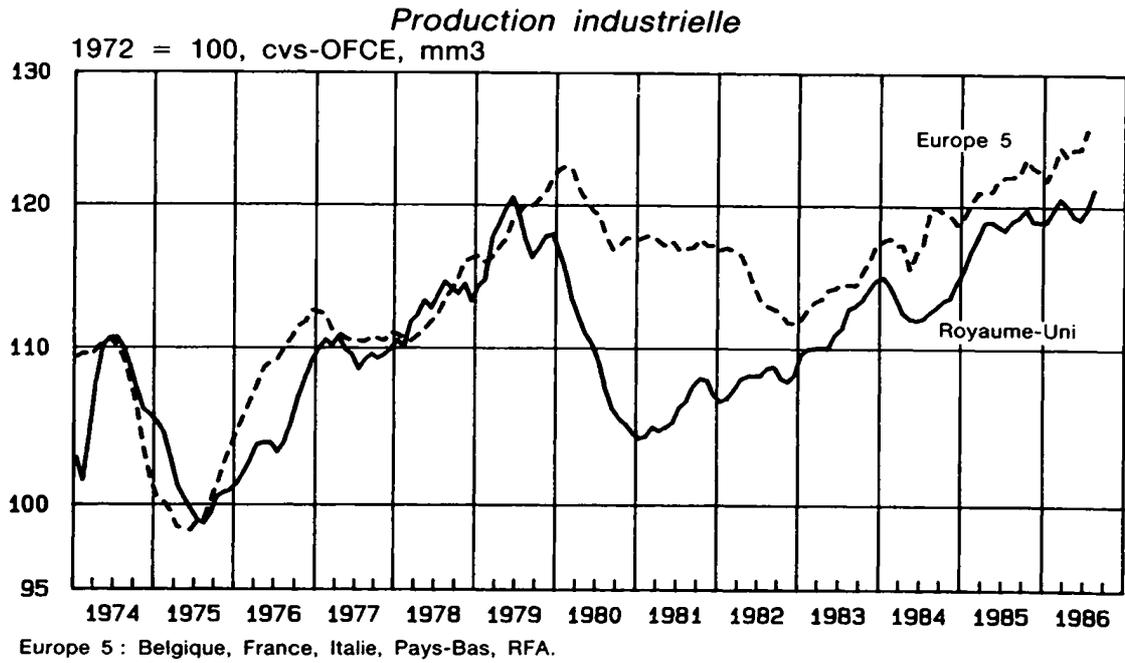
Sources : CSO, estimations et prévisions OFCE.

Prévisions quantitatives

ANNEXE

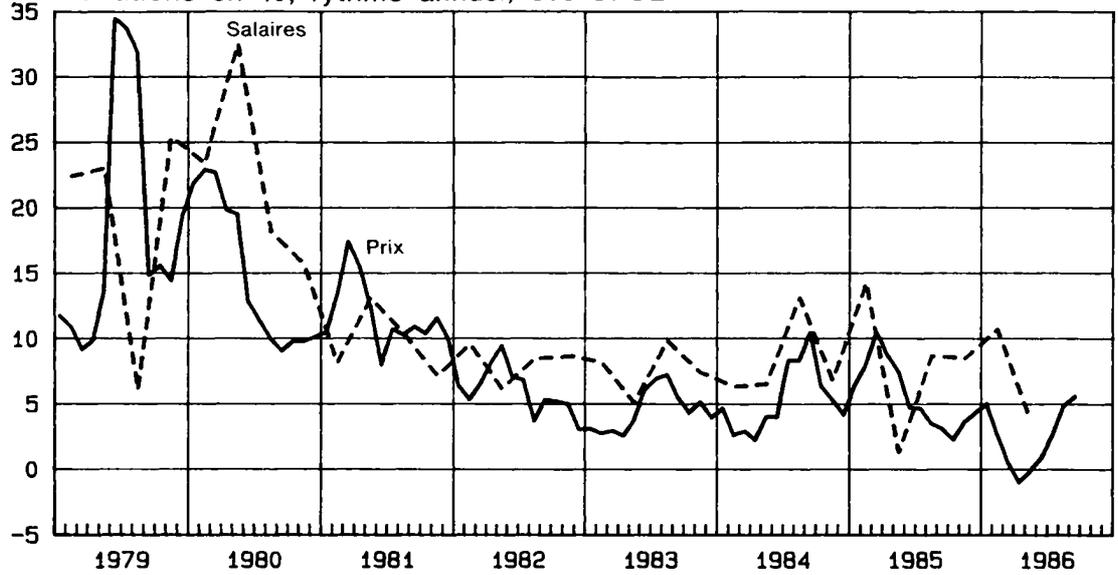
Véronique Riches

Diagrammes



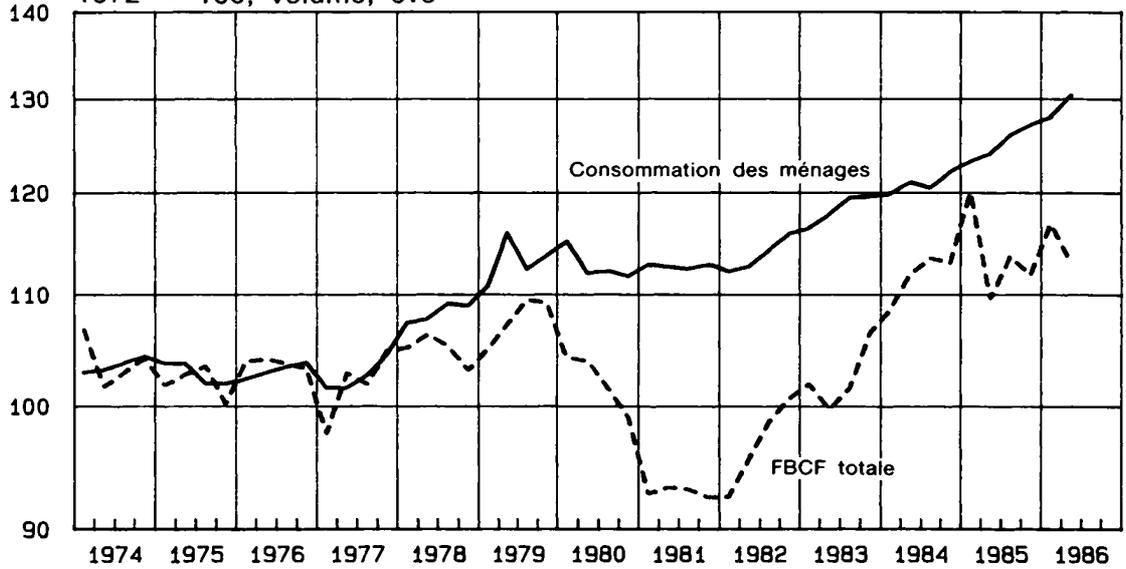
Prix et salaires

Variations en %, rythme annuel, cvs-OFCE



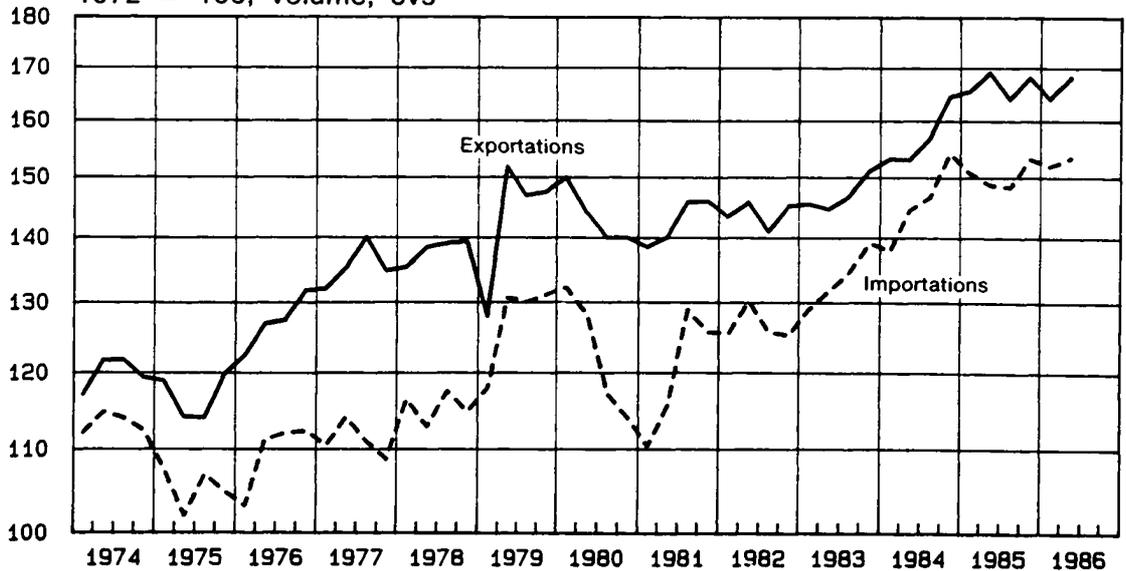
Consommation et investissement

1972 = 100, volume, cvs

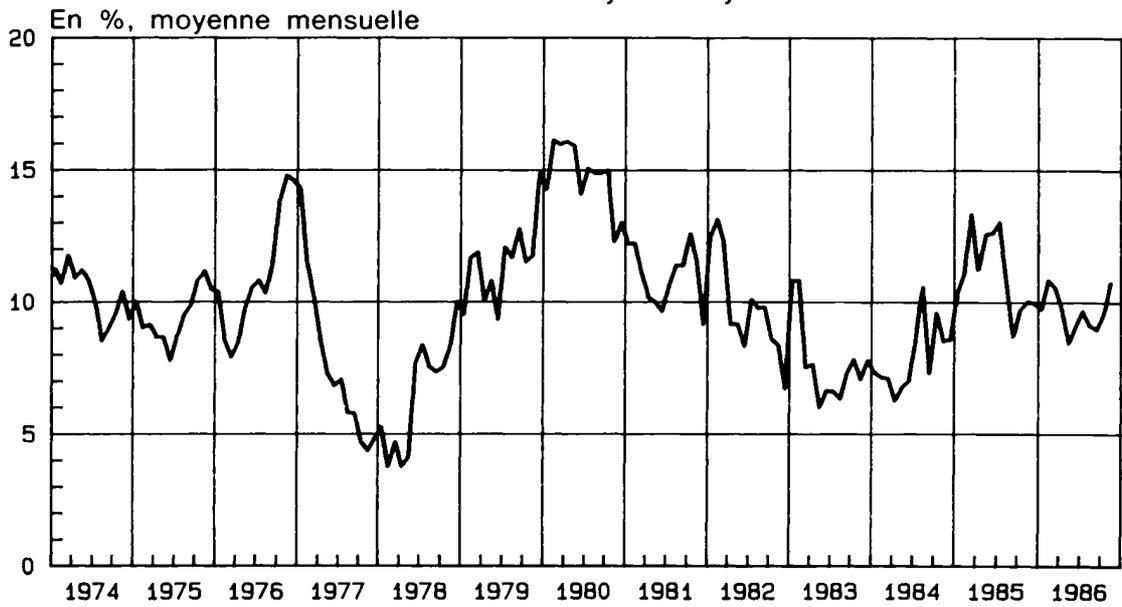


Echanges extérieurs de biens et services

1972 = 100, volume, cvs



Taux d'intérêt au jour le jour



Cours du change de la livre

